

AMUNDI VIE

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	4
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	19
Informations spécifiques	20
Informations réglementaires	21
Certification du Commissaire aux comptes	27
Comptes annuels	32
Bilan Actif	33
Bilan Passif	34
Hors-Bilan	35
Compte de Résultat	38
Annexes aux comptes annuels	39
Règles et méthodes comptables	40
Evolution de l'Actif net	44
Compléments d'information	45
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	55
Inventaire	56
Annexe(s)	70
Caractéristiques de l'OPC (suite)	71

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

AMUNDI VIE

Classe PERI - Code ISIN : (C) FR0013436128

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Non applicable

En souscrivant à AMUNDI VIE - PERI, vous accédez à des expertises variées au sein d'un univers large constitué des marchés internationaux obligataires, monétaires, actions et devises.

L'objectif de gestion du fonds consiste, sur un horizon de placement de 3 ans, à réaliser une performance annualisée de 3,5 %, à travers une gestion de type discrétionnaire et flexible, et après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion, à partir de son analyse macroéconomique et du suivi de la valorisation des classes d'actifs, met en place une gestion diversifiée flexible dans le but d'optimiser le couple rendement/risque du portefeuille dans un cadre de risque défini par un objectif de volatilité annuelle maximum de 5%.

L'allocation d'actifs est construite en fonction des anticipations de l'équipe sur les différents marchés et du niveau de risque présenté par chaque classe d'actifs. La gestion diversifiée et réactive permet de s'adapter aux mouvements de marchés en vue de rechercher une performance durable. Cette allocation est mise en œuvre à travers une sélection active d'OPC et/ou de titres en direct en utilisant tous les styles de produits d'obligations, d'actions, de produits monétaires et de devises. Les obligations seront sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion. Ainsi, la gestion pourra recourir, de façon non exclusive et non mécanique, à des titres de toute notation.

Le fonds sera investi entre 70% et 100% de son actif en produits de taux dont au maximum 30% de l'actif en obligations haut-rendement. La sensibilité de la partie obligataire et monétaire sera comprise entre -2 et +8. L'exposition aux marchés actions et aux obligations haut-rendement, quelle que soit la nature de l'émetteur (public ou privé) ou la zone géographique (développée ou émergente) est limitée à 30% de l'actif net. Le fonds peut intervenir sur toutes les zones géographiques et investir dans des supports représentant toutes les tailles de capitalisation. Le fonds est exposé au risque de change dans la limite de 50% de l'actif net.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage et/ou afin de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition du fonds au-delà de l'actif net.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à postériori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

La société de gestion pourra mettre en place un dispositif de plafonnement des rachats dans les conditions fixées au paragraphe « Dispositif de plafonnement des rachats » du prospectus.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement

à risque plus faible,

à risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible

rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Le niveau de risque de ce FCP reflète les prises de positions de la gestion sur les marchés des actions, taux et changes dans le cadre de la marge de manœuvre préalablement définie.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.

Compte rendu d'activité

Juin 2021

Poursuite de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale, avec une dynamique très positive en Europe et aux Etats-Unis et l'apparition de signes de stabilisation en Chine. Du côté des marchés développés, les indicateurs du climat des affaires ainsi que les données réelles ont montré une nouvelle accélération de l'activité économique en juin, dans la foulée de la réouverture de nombreux secteurs. L'amélioration se poursuit aussi bien dans l'industrie que dans les services. Dans les pays émergents, les perspectives de croissance ont été fortement révisées à la hausse pour les pays d'Amérique Latine, d'Europe centrale et orientale et d'Afrique, tandis qu'en Asie, la croissance de la Chine et d'autres économies plus petites (par exemple, la Thaïlande et la Malaisie) a été révisée à la baisse. L'inflation mesurée sur 12 mois a accéléré de 1,6% en Zone Euro en avril à 2,0% en mai, en raison d'effets de base, du renforcement de la demande et d'une offre encore perturbée dans de nombreux secteurs. L'inflation a encore augmenté aux Etats-Unis également à 5,0% sur 12 mois en mai (après 4,2% sur 12 mois en avril). Dans ce contexte, les autorités européennes ont approuvé les plans de relance et de réformes de pays représentant la majeure partie de l'UE, tandis que la BCE a confirmé son attitude très accommodante. Du côté de la Réserve fédérale américaine, malgré quelques messages un peu plus mitigés qu'auparavant, le maintien d'une politique monétaire accommodante reste à l'ordre du jour. Cela contraste avec le ton adopté par de nombreuses banques centrales de pays émergents tels que le Mexique, la République tchèque et la Hongrie, qui ont rejoint le Brésil et la Russie dans leur processus de hausse de taux. Les actifs risqués accélèrent à la hausse. Sur les marchés actions, après un ralentissement de la hausse en mai (+0.9%), le MSCI World AC accélère en Juin (+2.0%), ce qui porte la performance depuis le début d'année à +12.5%. D'un point de vue géographique, ce rebond a profité en premier lieu aux Etats-Unis qui ont progressé de +2.7%, suivis par l'Europe (+1.5%). Le Monde émergent est encore un peu en retard sur le mois (+0.5%), même si la Corée du Sud (2.6%) et la Russie (+3.5) tirent leur épingle du jeu. Sur les marchés obligataires, les taux allemands sont en légère baisse sur le mois, le 10 ans allemand clôture le mois à -0.20%. Les taux des emprunts d'états américains à 10 ans et 30 ans ont baissé de 15 et 20bp et clôturent le mois à respectivement 1.48% et 2.09%. Nous avons adopté sur le mois une approche constructive sur les actifs risqués, en nous repositionnant notamment sur les actions américaines, tout en entamant une rotation graduelle vers davantage de valeurs de qualité. L'exposition globale actions est ainsi en hausse de + 1.5% et s'établit à 22.5% au total. Du côté obligataire, nous avons renforcé notre exposition aux obligations souveraines américaines. Nous conservons par ailleurs nos obligations indexées à l'inflation. L'exposition aux obligations d'entreprises est également restée stable sur le mois, avec une part significative de titres des meilleures notations, dits Investment Grade. Au final, la sensibilité globale du portefeuille aux taux d'intérêts est en légère hausse et s'établit à 3.4 à fin juin. Côté devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais de 1.5% et au dollar américain à 7%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à plus de 83%. En perspectives, nous conservons une vue constructive sur cette deuxième partie d'année. L'amélioration de la conjoncture économique devrait se poursuivre, dans le sillage de l'accélération des campagnes de vaccination, en particulier dans les pays développés, et grâce au soutien important des gouvernements et banquiers centraux. Nous restons donc investis sur les marchés actions. La majeure partie des bonnes nouvelles a toutefois été anticipée par les investisseurs et a déjà profité aux secteurs cycliques, qui semblent désormais avoir rattrapé en grande partie leur retard. Cela nous incite à poursuivre la recherche de rendement à travers davantage de valeurs de croissance et de qualité, dont les perspectives bénéficiaires sont plus régulières sur le long terme. Du côté des marchés obligataires, la prudence reste de mise. Les récentes annonces de la Réserve Fédérale américaine laissant présager un possible resserrement de sa politique monétaire plus tôt que prévu, ce qui pourrait freiner l'avancée des marchés. De plus, les pressions inflationnistes semblent se profiler pour plusieurs mois encore, tant que les perturbations de sortie de crise (ruptures de stocks, hausse des prix des matières premières...etc) se poursuivent. Dans les semaines à venir, nous suivrons de près l'évolution de la situation sanitaire avec le développement du variant delta. Nous resterons également attentifs à l'agenda géopolitique : avec notamment les relations entre les Etats-Unis, la Chine, la Russie et l'Europe au premier plan ; mais également les élections en Allemagne, et l'évolution de la fiscalité internationale suite aux annonces du sommet du G7.

Juillet 2021

Des marchés actions portés par la poursuite de la reprise économique dans les pays développés, mais la situation est plus contrastée dans les économies émergentes. L'activité économique a continué de se renforcer en juillet aux Etats-Unis et en Zone Euro en particulier. Le PIB de la Zone Euro au 2^{ème} trimestre a notamment enregistré une progression solide de +2% par rapport au 1^{er} trimestre.

L'amélioration concerne à la fois l'industrie et les services. En Zone Euro, les ventes au détail ont augmenté de 4,6% en mai (+9,0% sur un an), tandis que la production industrielle a fléchi de 1,0% mais a progressé de 20,5% sur un an. Aux Etats-Unis, les ventes au détail ont progressé de 0,6% en juin et la production industrielle a augmenté de 0,4% malgré les importantes perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement. A contrario, la croissance chinoise montre des signes de ralentissement et les perspectives de croissance ont été révisés à la baisse pour les pays d'Asie du Sud : (Thaïlande, Malaisie, Philippines et Indonésie) en raison d'un nombre élevé d'infections et de restrictions de mobilité nouvelles ou étendues. Les réponses des banquiers centraux contrastent tout autant, avec d'un côté la Banque Centrale Européenne et la Réserve Fédérale américaine qui restent accommodante, et les banquiers centraux de nombreuses économies émergentes qui ont procédé à des hausses de taux. L'inflation reste globalement élevée par rapport aux niveaux souhaités par les banques centrales, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Amérique Latine ou en Europe centrale. En Asie, toutefois, l'inflation se maintient à des niveaux généralement plus modérés. Sur les marchés actions, après +2,0% en juin, l'indice mondial MSCI World AC a poursuivi sur sa lancée en juillet (+0,6%) ; le regain de la pandémie étant contrebalancé par la résilience de l'économie, les très bons résultats d'entreprise et l'attitude toujours conciliante des banques centrales. Sur le plan géographique, les Etats-Unis ont progressé de +2.3%, suivis de l'Europe qui a enregistré +1.4%. Les émergents ont de leur côté sous-performé, enregistrant une baisse de -6.4% principalement du au décrochage du marché chinois (-14.1%). Il en a été de même pour le Japon (-2.4%) qui a souffert d'un regain de la pandémie dans la région de Tokyo. En ce qui concerne les marchés obligataires, le mois a été marqué par la poursuite de la baisse des rendements à long terme. Le bon du trésor américain à 10 ans est passé de 1,5% à 1,2% tandis que les emprunts d'états allemand et britanniques à 10 ans ont respectivement chuté de 27 pb et 16 pb. Les marchés du crédit se sont quant à eux montré globalement résilients face à la volatilité des rendements obligataires. Dans ce contexte, nous avons maintenu sur le mois de juillet une exposition stable aux actions, avec toutefois une poursuite de l'allègement du biais cyclique et valeurs décotées, au profit d'un renforcement progressif des valeurs de qualité. Du côté obligataire, nous avons légèrement renforcé notre exposition aux obligations souveraines américaines. Nous conservons par ailleurs nos obligations indexées à l'inflation. L'exposition aux obligations d'entreprises est également restée stable sur le mois, avec une part significative de titres des meilleures notations, dits Investment Grade. Au final, la sensibilité globale du portefeuille aux taux d'intérêts est en légère hausse et s'établit à 3.6 à fin juillet. En ce qui concerne les devises, notre exposition au Yen Japonais est en légère hausse à 4%. Le dollar américain en légère baisse à 5%. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro à plus de 86%. En perspectives, nous conservons une approche globale constructive sur le moyen terme. Malgré les signes de stabilisations des niveaux de croissance et la modération de l'optimisme sur les marchés en comparaison au début d'année, nous pensons que le soutien des principaux banquiers et les fortes révisions à la hausse des perspectives de croissances bénéficiaires des entreprises augurent d'une bonne tenue du cycle économique, en particulier dans les économies développées qui conservent notre préférence en terme d'allocation géographique. Nous serons plus prudents s'agissant des pays émergents d'Asie, que nous sous-pondérons désormais dans notre portefeuille, du fait des performances moyennes de l'économie chinoise notamment.

Août 2021

Les actifs risqués poursuivent leur hausse malgré des signes de ralentissement de l'activité aux Etats-Unis et en Chine. En zone Euro, le PIB au 2ème trimestre a progressé de +2% par rapport au trimestre précédent et l'activité économique a continué de croître à un rythme soutenu en août. Alors qu'aux Etats-Unis, les indices de confiance des directeurs d'achats (indices PMI) montrent des signes de décélérations, aussi bien dans l'industrie que dans les secteurs des services. La tendance au ralentissement se poursuit en Chine également. Les nouvelles restrictions liées à la résurgence des nouveaux cas de Covid, les inondations et le resserrement de la politique monétaire ont perturbé la reprise économique en cours, avec des répercussions importantes sur le secteur des services et l'activité manufacturière qui est tombée à son plus bas niveau depuis le début de la pandémie de Covid-19. S'agissant de l'inflation, celle-ci s'est maintenue au-dessus des cibles des banques centrales dans la plupart des pays. En zone Euro, l'inflation a augmenté à 2,2 % sur 12 mois en juillet ; et l'accélération s'est poursuivie aux Etats-Unis, l'inflation atteignant désormais +5.4% sur la même période. Dans ce contexte, de nouveau affecté par la propagation rapide du variant Delta et par les perturbations des chaînes d'approvisionnement ; la Réserve fédérale et la BCE sont restées très accommodantes, tandis que le fonds européen NGEU a commencé ses paiements aux Etats membres. La tendance est cependant tout autre du côté des banques centrales des pays émergents. Le Brésil, la Hongrie et la République tchèque ont poursuivi leur resserrement monétaire avec de nouvelles hausses de taux et de nouveaux pays ont rejoint le mouvement : la Corée du Sud, le Mexique et le Sri Lanka.

OPCVM AMUNDI VIE

Les marchés actions toujours dans le vert : Après +0,6% en juillet, le MSCI World AC a toutefois accéléré la cadence en août (+2,5%), les marchés puisant leur optimisme dans la résilience de l'économie qui s'est désormais accoutumée à vivre avec le virus, des résultats d'entreprises en très forte hausse et largement au-dessus des attentes, et une Fed qui, malgré son prochain « Tapering », devrait au final demeurer plutôt accommodante. La tendance de fond des marchés d'actions est ainsi demeurée haussière. C'est notamment le cas des marchés américains (+2,8%) et européens (+1,9%). Le Japon et les émergents se sont repris en août, avec respectivement +3,1% et +2,1% après un mois de juillet négatif. Les taux longs des obligations souveraines ont suivi une tendance à la hausse au cours du dernier mois, mais elles restent bien en deçà de leur niveau d'avant l'été. Le rendement de l'obligation Allemagne 10 ans avoisine -0,37% contre -0,15% début juillet. Le rendement de l'obligation américaine à 10 ans est proche des 1,3% contre 1,6% début juin. Dans ce contexte, nous avons maintenu sur le mois d'Août une exposition stable aux actions, avec une vue constructive qui se maintient en faveur des valeurs de qualité. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 22% à fin Août. Nous avons également conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 28%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons procédé à une légère augmentation des positions américaines. Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. La sensibilité aux taux d'intérêts est au final en légère hausse à 3.7. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3% et au dollar américain en légère hausse à 7%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 85%. A un horizon de moyen terme, nous restons constructifs sur les marchés d'actions et d'obligations d'entreprises, compte tenu en particulier du maintien de soutiens monétaires et budgétaires très amples. Toutefois, l'évolution de la situation sanitaire, l'inflexion des indicateurs d'activité économique et les ajustements à venir de politique monétaire nous appellent à rester vigilants au vu des niveaux de valorisations globalement élevés.

Septembre 2021

L'activité économique décélère sur fond de perturbations liées au variant Delta et des goulots d'étranglement dans les chaînes industrielles mondiales. Au cours du mois de septembre, l'activité économique a progressé aux Etats-Unis à un rythme toujours solide, quoiqu'en décélération. Les indicateurs PMI flash ont fait état d'une amélioration modérée du climat des affaires dans l'industrie comme dans les services, malgré les difficultés d'approvisionnement en produits intermédiaires. Le taux de chômage a baissé à 5,2% en août, après 5,4% de juillet, les entreprises continuant d'augmenter leurs effectifs. Dans la zone euro, l'activité économique a progressé à un rythme soutenu, ce qui, après le rythme élevé observé en juillet et août, devrait se traduire par un bon chiffre de croissance du PIB au T3. Cependant, les indicateurs à haute fréquence et les enquêtes de conjoncture se sont tassés, signalant un ralentissement modéré. Dans l'ensemble, l'activité du secteur privé est restée dynamique, profitant de l'assouplissement des restrictions anti-COVID au cours de l'été. Sur le marché du travail, le taux d'inactivité est resté élevé même si les régimes de protection de l'emploi ont continué de maintenir le taux de chômage à un niveau stable (7,5% en août). En Chine, le resserrement de la politique économique (notamment monétaire) et des soucis autour de la faillite de Evergrande ont perturbé la reprise économique en cours, avec de graves répercussions sur le secteur manufacturier où le PMI a plongé à 49.6 en septembre contre 50.1 en août. S'agissant de l'inflation, celle-ci s'est maintenue au-dessus des cibles des banques centrales dans la plupart des pays. En zone euro, l'inflation s'est envolée à 3% sur 12 mois en août et s'est établie à 5,3 % aux Etats-Unis sur la même période. Dans ce contexte, le resserrement monétaire de la Fed se confirme. Si elle n'a pas encore fourni de calendrier détaillé concernant ses futures réductions d'achats de titres, la Fed a clairement laissé entendre que, sauf très mauvaise surprise sur le front de l'emploi, ces réductions seront annoncées en novembre. La BCE a de son côté confirmé sa politique monétaire expansionniste, annonçant une réduction modérée des achats effectués dans le cadre du programme PEPP au quatrième trimestre. Les marchés actions en repli après sept mois de hausse. Après sept mois de hausse, l'indice MSCI World AC a baissé de 3,7% en septembre, ce qui réduit sa progression à +11,6% depuis le début de l'année. A l'exception du Japon (+3,7%), dopé par le changement prochain de 1er ministre, la plupart des marchés se sont repliés avec -3,1% en Europe et pour les Emergents, -4,8% aux Etats-Unis et jusqu'à -5,1% en Chine. Porté par un policy-mix très accommodant et des résultats d'entreprises très supérieurs aux attentes le marché avait jusqu'à récemment toujours fini par surmonter ces doutes. Mais depuis quelques semaines de nouvelles interrogations sont venues s'ajouter à celles préexistantes comme l'arrivée à son pic de la reprise, le caractère plus ou moins transitoire des hausses de prix, le prochain resserrement de la Fed, le variant Delta. Aussi, même si la visibilité devrait s'améliorer d'ici quelques mois, les marchés ayant jusque-là battu record sur record, les investisseurs ont préféré prendre une partie de leurs bénéfices. Les taux longs des obligations souveraines ont poursuivi leur tendance à la hausse au cours du dernier mois.

OPCVM AMUNDI VIE

Le 10 ans US a progressé de près de 20 pb pour atteindre 1,5% contre 1,3% à la fin août. La hausse du 10 ans allemand a été moins forte : + 15 pb pour atteindre -0,22% contre -0,37% un mois plus tôt. Dans ce contexte, nous avons opté pour une approche prudente et avons procédé à un allègement du compartiment actions en réduisant l'exposition aux actions américaines. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 19% à fin Septembre contre 23% un mois plus-tôt. Nous avons également conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 28%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons procédé à une réduction des positions américaines. Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. La sensibilité aux taux d'intérêts est au final en baisse à 3. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3% et au dollar américain en hausse à 9%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 82%. Au final, nous adoptons un biais prudent avec une légère réduction en terme d'exposition aux actifs risqués. Les pics de croissance qui semblent avoir été atteint ces dernières semaines, conjugués à des phénomènes inflationnistes persistants, ont assombri la visibilité du marché sur les mois à venir. Le resserrement monétaire probable à venir en Europe et aux Etats-Unis devrait également continuer d'alimenter la hausse de la volatilité et entretenir un climat d'incertitudes à court-terme.

Octobre 2021

L'activité économique évolue de façon disparate selon les zones géographiques, dans un contexte où l'inflation persiste et où la volatilité des rendements obligataires s'accroît. Au cours du mois d'octobre, l'activité économique a repris de la vigueur aux États-Unis après le ralentissement observé au cours du mois de septembre. Les indicateurs PMI flash récemment publiés ont montré que l'activité des entreprises du secteur privé a continué de se renforcer à la fois dans le secteur manufacturier et dans celui des services, même si le premier a dû compter avec les importantes perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement. Le taux de chômage s'est établi à 4,8 % en septembre, en baisse par rapport au niveau de 5,2 % observé en août, les entreprises ayant continué d'augmenter leurs effectifs. Dans la zone euro, le chiffre du PIB du T3 a confirmé une forte reprise. Cependant, les enquêtes de conjoncture et les chiffres mensuels portant sur septembre ont signalé une décélération au fur et à mesure que l'économie se rapproche de ses niveaux d'avant Covid. La pression sur le marché du travail est restée élevée mais les régimes de protection de l'emploi ont continué de maintenir le taux de chômage stable à 7,5 % en août. Les perspectives de croissances des émergents se sont de nouveau détériorées en octobre, non seulement en Chine mais aussi de façon généralisée. Cette baisse des prévisions s'explique principalement par le ralentissement du secteur du logement, les restrictions de consommation d'énergie et la pénurie globale de semi-conducteurs. S'agissant de l'inflation, celle-ci s'est maintenue au-dessus des cibles des banques centrales dans la plupart des pays. En zone euro, l'inflation s'est accélérée à 4,1 % en octobre selon une première estimation et s'est établie aux Etats-Unis à 5,4 % sur 12 mois en septembre. Dans ce contexte, la FED, qui doit se réunir au début du mois de Novembre, devrait annoncer un premier resserrement de sa politique monétaire tandis qu'au cours de son comité de politique monétaire d'octobre, la BCE n'a pas fait d'annonce majeure. Elle avait en effet déjà fait savoir qu'elle ne dévoilerait qu'en décembre sa stratégie pour 2022. Après une pause au mois de Septembre les marchés actions reprennent leur marche en avant : L'indice MSCI World AC a retrouvé le chemin de la hausse en octobre (+4,9%), ce qui porte sa progression à +17,0% depuis le début de l'année. Alors que septembre avait été marqué par de multiples interrogations, le marché est redevenu plus optimiste suite à des résultats d'entreprises meilleurs que prévu. A l'exception du Japon qui a baissé ce mois-ci (-1,3%) après s'être singularisé en septembre (+3,7%) suite au changement de 1er ministre, les autres marchés développés se sont repris en octobre avec notamment une très belle performance des Etats-Unis (+6,9%) et de la Zone Euro (+4,0%). Les émergents ont également progressé (+0,8%) mais de façon plus limitée et plus hétérogène ; les hausses en Chine (+3,0%) et en EMEA (+2,2%) étant partiellement compensées par les décrochages en Amérique latine (-3,5%) et en Corée (-3,6%). Alors que le marché redoutait un tassement des marges suite à la flambée des coûts et aux problèmes d'approvisionnement, cette bonne résistance d'ensemble a apaisé ces inquiétudes. Les taux longs des obligations souveraines ont poursuivi leur tendance à la hausse au cours du dernier mois. Le 10 ans US a progressé de près de 7 pb pour atteindre 1,56% contre 1,49% à la fin septembre. La hausse du 10 ans allemand a été moins forte : +11 pb pour atteindre -0,11% contre -0,22% un mois plus tôt. Dans ce contexte, nous avons adopté une approche constructive avec un niveau d'exposition aux actions en hausse sur le mois. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 22% à fin Octobre contre 19% un mois plus-tôt. Nous avons également conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 28%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%.

Du côté des obligations souveraines, nous avons entrepris un repositionnement sur les emprunts d'état américains et les périphériques de la zone Euro tel que l'Italie. Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. La sensibilité aux taux d'intérêts est en hausse à 3.4. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3% et au dollar américain à 8%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 84%. Au final, nous privilégions un biais constructif sur notre portefeuille. Malgré un mois de septembre marqué par une baisse des marchés actions sur fond d'incertitudes autour d'un ralentissement de la croissance, d'une inflation persistante et l'amorce d'un resserrement monétaire, l'optimisme semble être de retour sur les marchés. Ces thèmes devraient toutefois continuer d'alimenter le narratif des marchés dans les mois à venir, nous resterons donc attentifs aux évolutions à moyen terme.

Novembre 2021

Malgré la publication de chiffres économiques encourageant, l'apparition du variant Omicron en fin de mois a très largement pesé sur la dynamique des marchés. Au cours du mois de novembre, les chiffres publiés aux Etats-Unis ont fait état d'une reprise économique de plus en plus forte. Les indicateurs PMI flash, en particulier, ont confirmé une nouvelle hausse de l'activité manufacturière, tandis que le volume d'affaires des services est resté très dynamique. Les perturbations du commerce international restent cependant un frein. Le taux de chômage s'est établi à 4,6 % en octobre, en baisse par rapport au niveau de 4,8 % observé en septembre. Dans la zone euro, la conjoncture s'est améliorée, comme en témoigne la majorité des indicateurs et enquêtes de conjoncture. Le climat des affaires s'est redressé après le ralentissement d'octobre, le secteur industriel comme celui des services signalant des hausses d'activité. Cependant, les graves perturbations des chaînes internationales d'approvisionnement et les pénuries de produits intermédiaires continuent de peser sur la production, plafonnant l'activité manufacturière. Le marché du travail continue de s'améliorer, malgré d'importantes pénuries de main d'œuvre. Le taux de chômage est passé de 7,5 % en août à 7,4 % en septembre. Les perspectives de croissances des émergents restent mitigées. En Chine, les chiffres économiques d'octobre ont été globalement meilleurs que prévu, même s'ils montrent une reprise fragile. Le rebond des ventes au détail a été principalement alimenté par la hausse de l'inflation, tandis que le ralentissement du secteur du logement a été plus marqué. S'agissant de l'inflation, celle-ci a poursuivi son accélération. En zone euro, l'inflation a atteint 4,9% en novembre selon son estimation préliminaire et s'est établie aux Etats-Unis à 6,2 % sur 12 mois en octobre. Dans ce contexte, J. Powell, le président de la FED qui vient d'être confirmé pour un second mandat, a mis fin à l'idée d'une inflation « transitoire », affirmant que « le risque d'une inflation persistante a grandi ». La BCE est également embarrassée par l'évolution de l'inflation. Cependant, Christine Lagarde voit l'inflation refluer à partir de janvier. Les prochains comités de la Fed (15 décembre) et de la BCE (16 décembre) seront cruciaux pour les investisseurs. Les marchés actions en repli malgré un bon début de mois : L'indice MSCI World AC a cédé du terrain lors des deux dernières semaines pour clôturer finalement à -1,8% sur l'ensemble du mois. Alors que le marché était reparti de l'avant en octobre suite à des résultats d'entreprises bien meilleurs que prévu, l'inflation et la résurgence du risque épidémique ont perturbé l'ensemble des zones géographiques. Dans ce contexte, alors que le marché américain faisait preuve d'une relative résistance avec une baisse de -1,1%, le Japon (-2,9%), les Emergents (-3,3%) et la Zone Euro (-3,4% dont -3,9% en Allemagne) ont sous-performé. Si le marché redoutait un tassement des marges suite à la flambée des coûts et aux problèmes d'approvisionnement, cette bonne résistance d'ensemble a apaisé ces inquiétudes. Les craintes générées par le nouveau variant omicron ont également pesé sur les marchés de taux. Les taux longs des obligations souveraines ont baissé aux Etats-Unis et dans la zone Euro. Le 10 ans US a baissé de 10 pb pour atteindre 1,46% contre 1,56% à la fin octobre. Le 10 ans allemand a chuté de 23 pb pour atteindre -0,34% contre -0,11% un mois plus tôt. Dans ce contexte, nous avons conservé une approche globalement neutre en maintenant un niveau d'exposition aux actions stable sur le mois. L'exposition totale actions s'établit ainsi à 22% à fin Novembre. Nous avons également conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 29%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons renforcé notre exposition sur les emprunts d'état américains. Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. La sensibilité aux taux d'intérêts est en hausse à 3.6. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3%. L'exposition au dollar américain est en hausse à 11%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 82%.

Dans ce contexte de ralentissement de la dynamique de croissance sur fond d'incertitudes liées à la pandémie de Covid-19 et avec la persistance de l'inflation à des niveaux élevés, nous maintenons une large diversification des actifs au sein de notre portefeuille et restons à court terme à l'affût des opportunités qui pourraient se présenter parmi les valeurs décotées, de qualité et de rendement notamment. Nous restons par ailleurs défensifs et flexibles sur les obligations au vu de l'accroissement de la volatilité sur ce segment.

Décembre 2021

L'inflation oblige les banques centrales à réagir alors que les indices actions clôturent l'année quasiment au plus haut. Au cours du mois de décembre, l'activité économique est restée bien orientée aux Etats-Unis. Les indicateurs PMI flash ont fait état d'une poursuite de l'amélioration du climat des affaires dans le secteur privé, quoiqu'à un rythme légèrement inférieur à celui de novembre. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement sont restées importantes, malgré quelques signes d'amélioration progressive. Le taux de chômage s'est établi à 4,2 % en novembre, en baisse par rapport au niveau de 4,6 % observé en octobre, les entreprises continuant d'augmenter leurs effectifs. Dans la zone euro, l'activité économique s'est ralentie en décembre, affectée par la multiplication des cas de Covid-19 et la progression du variant Omicron. Les indicateurs flash PMI ont confirmé une décélération de l'activité dans les services, la consommation étant affectée. Les graves perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement et les pénuries de produits intermédiaires ont continué de peser sur le secteur industriel. Le taux de chômage est passé de 7,4 % en septembre à 7,3 % en octobre. En Chine, les responsables politiques chinois ont créé la surprise en renouant avec une politique monétaire largement accommodante et en indiquant que la stabilité de la croissance serait la priorité de leur politique en 2022. S'agissant de l'inflation, celle-ci a poursuivi son accélération. En zone euro, l'inflation a atteint 4,9% en novembre et s'est établie aux Etats-Unis à 6,8 % sur 12 mois. Dans ce contexte, la Réserve fédérale a annoncé un doublement du rythme de réduction de ses achats d'actifs (réduction portée à 30 milliards de dollars par mois à partir de janvier), l'arrêt du programme d'achats nets étant prévu en mars. Dans le même temps, la Banque centrale européenne veut mettre fin à ses mesures d'urgence liées à la pandémie tout en maintenant une stratégie de « backstop » (les titres arrivant à maturité pourront être réinvestis librement par classe d'actifs et par juridiction). Les achats nets diminueront progressivement de 90 milliards d'euros par mois en 2021 à 20 milliards en octobre 2022. Les marchés actions concluent l'année proches de leurs plus hauts : Le mois de décembre aura été propice aux actions qui s'adjugent une hausse de 4,9% au niveau de l'indice MSCI World AC, effaçant la petite baisse du mois de novembre et terminant pratiquement au plus haut de l'année. Ce dernier mouvement de hausse aura surtout profité aux marchés développés et notamment à l'Europe (+5,1%) qui progresse davantage que le marché américain sur le mois (+3,6%) et que le Japon (+3,2%). A l'image de l'année 2021, le Pacific hors Japon (+1,4%) et les marchés émergents (+1,2%) ont plus de mal, surtout la Chine qui recule (-3,2%). Le mois de décembre a été marqué par une forte volatilité des rendements obligataires. Les taux des emprunts d'états à 10 ans américains et allemands sont toutefois restés stables sur le mois, avec respectivement +2 pb et -1pb. Dans ce contexte, nous avons conservé une approche globalement positive avec un niveau d'exposition aux actions en légère hausse sur le mois. L'exposition totale actions s'établit ainsi à près de 24% à fin décembre. Nous avons conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 29%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons allégé notre exposition aux emprunts d'état américains, italiens et nous sommes partiellement repositionnés sur la zone « Euro core ». Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en baisse à 3.3. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3%. L'exposition au dollar américain est stable à 11%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 83%. L'année 2022, quant à elle, s'annonce plus nuancée suite à la récente résurgence du risque épidémique. L'inflation, et sa gestion par les différentes banques centrales va également rester au cœur des préoccupations des investisseurs, dans un contexte où les niveaux de croissances devraient se normaliser, et où plusieurs hausses de taux sont désormais attendues par les marchés. Nous maintenons dans ce contexte un portefeuille largement diversifié et restons pour autant investis sur les marchés actions ; car malgré des niveaux de croissances en baisses, ceux-ci devraient rester au-dessus de leurs potentiels. Nous sommes plus particulièrement positifs sur les valeurs de qualité. Nous pensons que la capacité de ces entreprises à répercuter la hausse des coûts sur les prix, leur permettra de limiter l'impact des pressions inflationnistes sur leurs perspectives bénéficiaires. Nous sommes également positifs sur certains segments cycliques décotés tels que les financières, les matières premières et les matériaux. Par ailleurs, les économies des marchés développés devraient continuer de bénéficier des mesures de soutiens délivrées par les états et les banques centrales, malgré les perspectives haussières anticipées pour les taux.

Nous conservons dans ce contexte une sensibilité aux taux d'intérêts inférieure aux niveaux de début d'année 2021, mais restons investis en obligations souveraines des pays périphériques de la zone Euro tels que l'Italie et l'Espagne, et en obligations d'entreprises, dans une optique de recherche de rendement ; avec toutefois une vigilance accrue vis-à-vis de la qualité et la liquidité des actifs sélectionnés.

Janvier 2022

Le variant Omicron ralentit la reprise économique tandis que l'inflation, qui atteint des plus hauts, pèse sur la dynamique des marchés actions et obligataires. Au cours du mois de décembre, les indicateurs à haute fréquence publiés aux Etats-Unis ont montré une décélération de l'activité et de la mobilité durant la dernière partie de décembre et début janvier, probablement en raison de la propagation du variant Omicron. Par ailleurs, la production industrielle a légèrement diminué et le taux d'utilisation des capacités s'est réduit. Les ventes au détail ont été particulièrement faibles en décembre, ce qui a entraîné une augmentation des stocks des détaillants. Dans la zone euro, l'activité économique a ralenti en décembre et en janvier, comme en témoignent les indicateurs à haute fréquence et les données sur la mobilité. La propagation du variant Omicron a en effet conduit à l'instauration de nouvelles mesures de restrictions. Après une bonne résistance en décembre, les indicateurs PMI ont fléchi en janvier, surtout dans les services, tout en se maintenant en zone d'expansion. Les chiffres du PIB, publiés fin janvier, ont montré que la croissance de l'économie de la zone euro a été nettement moins forte au T4 2021 qu'au T3, du fait d'une contraction de 0,7 % en Allemagne et d'une décélération en France, en Italie et en Espagne. En Chine, la croissance est ressortie à 4% sur un an au T4 2021, mieux que prévu par le consensus (3,3%). Toutefois, l'épidémie d'Omicron complique le chemin de la reprise et pourrait réduire la croissance pour cette année de quelques points de pourcentage. Afin de limiter l'impact de l'épidémie sur la croissance, la PBoC a, et va continuer, d'assouplir sa politique monétaire. S'agissant de l'inflation, celle-ci a encore augmenté à 7,0 % en glissement annuel en décembre aux Etats-Unis, l'inflation sous-jacente progressant, pour sa part, de 5,5 %. En zone euro, l'inflation globale a atteint 5 % en glissement annuel en décembre, avec une inflation sous-jacente à 2,6 %. Dans ce contexte, la Réserve fédérale (Fed) a durci sa communication, le FOMC indiquant clairement que la politique monétaire sera resserrée plus rapidement qu'anticipé auparavant, en raison des inquiétudes croissantes concernant l'inflation. La Fed anticipe de monter les taux au moins trois fois cette année et de réduire la taille de son bilan. Par ailleurs, les niveaux élevés d'inflation dans la zone euro vont également donner des arguments aux membres « faucons » du conseil des gouverneurs de la BCE pour monter les taux. Les marchés actions démarrent l'année en baisse. Le premier mois de l'année se solde par une baisse assez marquée de -4.6% pour le MSCI World AC. Les séances auront été animées suite à la décision de la Fed d'accélérer son plan de retrait du soutien à l'économie. Les incertitudes sur l'intensité de ce retrait se sont aussi combinées à la crise ukrainienne et à l'impact d'Omicron sur la croissance économique. Cela s'est traduit par une contreperformance notable du marché américain (-5.7%). A part le marché britannique (+1.8%), plus défensif, l'ensemble des régions ressortent dans le rouge : le Japon (-5.0%), le Pacific ex Japan (-3.7%) la zone euro (-3.6%), les émergents (-1.8%). Au sein des émergents, le Latam a profité (+4.0%) du rebond des matières premières, mais la Russie a chuté à cause des tensions géopolitiques (-6.6%). Les marchés de taux ont été marqués en janvier par une hausse des rendements obligataires et un aplatissement des courbes de taux. Le 10 ans US a progressé de 27 pb pour atteindre 1,78% contre 1,51% à la fin décembre. Le 10 ans allemand est repassé en territoire positif pour la première fois depuis 2019, il a progressé de 19 pb pour atteindre 0,01%. Dans ce contexte, nous avons adopté une approche prudente avec un niveau d'exposition aux actions en baisse sur le mois. Celle-ci s'établit à 22% à fin Janvier contre 24% un mois plus-tôt. Nous avons conservé en portefeuille des obligations d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade » que nous détenons à hauteur de 29%, avec une part majoritaire d'entreprises européennes. Nous détenons également dans une moindre mesure du crédit à haut rendement avec un poids limité à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons allégé notre exposition aux emprunts d'état américains. Les obligations indexées à l'inflation restent quant à elles stables. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en baisse à 2.8. En ce qui concerne les devises, nous conservons une exposition au Yen Japonais à hauteur de 3%. L'exposition au dollar américain est stable à 11%. Le portefeuille reste toutefois majoritairement investi en Euro à près de 80%. Au final, après une année 2021 très largement positive, nous adoptons à court-terme une approche prudente. En effet, la résurgence du risque épidémique en fin d'année, dont les effets commencent à se faire ressentir sur la croissance, additionnée à l'incertitude liée à la réaction des banques centrales face à l'inflation et à l'instabilité géopolitique, notamment à la frontière ukrainienne, nous incitent à rester vigilant sur les actifs risqués.

Février 2022

Alors que les indicateurs économiques publiés début février ont montré une amélioration de l'activité, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a impacté l'ensemble des classes d'actifs et particulièrement les matières premières : Au cours du mois de février, les chiffres mensuels et les données de mobilité publiés aux Etats-Unis ont indiqué une reprise de l'activité au cours du mois, après la décélération observée du fait de la propagation du variant Omicron. La zone euro a connu une situation similaire, après avoir atteint un creux de début à mi-janvier du fait, là encore, de la propagation du variant Omicron, les chiffres mensuels et les données de mobilité ont rebondi, signalant une nette reprise de l'activité. Si jusqu'à mi-février, l'inflation semblait au cœur des préoccupations des investisseurs, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a remis le risque géopolitique au centre de l'échiquier. La mise en place rapide de sanctions par les pays occidentaux a fortement impacté le prix des actifs russes tandis que les cours de certaines matières premières, qui dépendent en partie des exportations russes, se sont hissés à des plus hauts. L'impact sur les marchés a été d'autant plus fort que le conflit vient ajouter un risque significatif de baisse de la croissance et de hausse de l'inflation pour les mois à venir, renforçant par conséquent les craintes de stagflation. L'inflation a, dans ce contexte, poursuivi sur sa dynamique avec, aux Etats-Unis, une progression de l'indice des prix à la consommation de 7.5% en janvier sur 12 mois. En zone euro, l'inflation s'est établie à 5.8% sur 12 mois en février. Comme attendu par le marché, J. Powell, Président de la Réserve fédérale, a indiqué se préparer à une série de hausse de taux, dont la première serait probablement de 0.25%, afin de faire face aux pressions inflationnistes. La BCE a elle adopté une approche plus prudente dans le calibrage de la normalisation de sa politique monétaire suite aux événements géopolitiques récents. Les marchés actions poursuivent la baisse de début d'année : Le mois avait plutôt bien commencé en réaction aux publications de résultats des sociétés, mais les marchés ont baissé à partir du 10 Février lorsque les autorités américaines ont prévenu d'une invasion imminente russe de l'Ukraine. Sur le mois, le MSCI World AC baisse de -2.7%. Par région : l'Europe (-3.2%), les Etats-Unis (-3.1%), les émergents (-2.5%), le Japon (-1.2%) et le Pacific ex Japon (+0.2%). La baisse a été plus marquée en zone euro (-5.3%), notamment en Allemagne (-7.3%). Au sein des émergents, la zone EMEA (-6.3%) a été durement touchée, à commencer par la Russie (-36%). Le marché des taux au niveau mondial a connu une tendance mitigée. La première moitié du mois a enregistré de nouveaux sommets atteints par les rendements obligataires, avec des taux 10 ans allemands passant de niveaux stables à environ 0,3% et des taux 10 ans américains passant de 1,8 % à des niveaux supérieurs à 2 %. En deuxième partie de mois, l'escalade des tensions géopolitiques a conduit à une stabilisation dans un premier temps puis au retour brutal des rendements obligataires proches des niveaux de départ dans les derniers jours de février, suite à l'invasion de l'Ukraine. Dans ce contexte de regain brutal de volatilité nous avons poursuivi la réduction du risque global du portefeuille, entamée depuis le début de l'année. Nous avons notamment mis en place des stratégies de couvertures optionnelles visant à limiter l'impact des mouvements baissiers des marchés européens. Nous avons également entamé des rotations sectorielles, en renforçant dernièrement notre exposition aux valeurs décotées et aux secteurs défensifs tels que les télécom, qui présentent des niveaux de valorisations relativement plus faibles par rapport aux valeurs de « croissance », moins de sensibilité à la hausse des taux et nous semblent plus stables dans des conditions de marchés à plus forte volatilité. L'exposition aux actions a ainsi été réduite et s'est établie à près de 17% en fin de mois contre 22% un mois plus-tôt. La réduction de notre exposition a concerné, en priorité, les actions de la zone euro. Notre exposition au crédit d'entreprises des meilleures notations, dit « Investment Grade » a également été réduite. Là encore, la réduction de nos positions a principalement concerné les émetteurs européens. Notre exposition au crédit haut rendement reste limitée à 5%. Du côté des obligations souveraines, nous avons sur le mois légèrement réduit notre exposition aux emprunts d'états américains. Cette réduction a toutefois été tactiquement réajusté à la hausse en cours de mois. Nous maintenons par ailleurs notre exposition aux obligations indexées à l'inflation. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en légère baisse à 2.7. Au final, nous restons conscients qu'une stabilisation sur le plan géopolitique nécessitera du temps et aura un impact marqué et à différents niveaux sur notre scénario. A court terme, la visibilité reste faible et la volatilité devrait persister sur l'ensemble des classes d'actifs. Ce qui pourra s'exprimer par de potentiels mouvements de sur-réactions de la part des investisseurs, à la hausse comme à la baisse. Nous maintenons donc notre positionnement relativement prudent et restons flexibles, aussi bien pour accentuer nos stratégies de couvertures que pour saisir des opportunités tactiques sur des marchés ciblés.

Mars 2022

Alors que la guerre en Ukraine commence à affecter la conjoncture économique, l'inflation poursuit son envolée, obligeant les banques centrales à resserrer leurs politiques monétaires. Au cours du mois de mars, les indicateurs de conjoncture montrent aux Etats-Unis, pour le premier trimestre, un niveau d'activité stable, le reflux de la vague Omicron permettant une hausse des dépenses dans les services.

OPCVM AMUNDI VIE

L'indicateur PMI composite préliminaire a progressé à un sommet de huit mois même si la hausse des prix de l'énergie pèse sur le consommateur américain. Les effets de la guerre en Ukraine pénalisent moins l'économie des États-Unis que celle de la zone euro où les indicateurs de conjoncture (ceux de l'OCDE, par exemple), montrent une décélération de l'activité. La confiance, celle des ménages français et allemand notamment, s'est par ailleurs dégradée. Le climat des affaires s'est également détérioré appuyé par de nouvelles difficultés dans les chaînes d'approvisionnement et d'une pression haussière sur les prix. En Chine, l'Assemblée Nationale du Peuple (ANP) a confirmé que la stabilisation de la croissance, par le biais d'un policy-mix annoncé accommodant, sera une priorité. Toutefois, les dernières mesures de confinement mises en œuvre à Shanghai devraient une fois de plus compliquer la donne pour les autorités chinoises mais aussi pour la production mondiale avec sans doute de nouvelles ruptures dans les chaînes d'approvisionnement de biens intermédiaires. Malgré des prévisions revues à la hausse, l'inflation continue de surprendre par sa vigueur. Aux États-Unis, les anticipations sont désormais proches des 8% en glissement annuel tandis qu'en zone euro l'indice des prix à la consommation a atteint de nouveaux sommets, surtout du fait d'une nouvelle hausse des prix de l'énergie, le pic étant probablement encore à venir. Dans ce contexte, la Fed a annoncé une hausse de 0.25% de ses taux afin de lutter contre l'inflation. Le marché s'attend désormais à ce que cette augmentation précède d'autres hausses au cours des prochaines réunions du FOMC. En zone euro, la BCE a surpris les marchés en décidant d'accélérer la réduction de son programme d'achats d'actifs, tout en restant relativement modérée sur d'éventuelles hausses de taux à venir. Les marchés actions se stabilisent. Après deux mois de baisses consécutives, le MSCI World AC affiche pour la première fois depuis le début de l'année une performance mensuelle positive et reprend 2.3%. L'indice ne baisse plus que de -5.1% depuis le début de l'année. Le rebond profite à l'Amérique Latine (5.8%), au Pacific hors Japon (+4.2%), au Japon (+3.9%), aux États-Unis (+3.4%), à la Suisse (+1.5%) et au marché britannique (+1.3%). La zone euro (-0.8%) fait moins bien. Le marché des taux a été marqué en mars par une forte hausse des taux souverains. Le taux des obligations souveraines américaines à 10 ans a progressé de 61 pb pour atteindre 2.33%. Le taux du 10 ans allemand a également progressé de 62 pb pour atteindre 0.55% (rappelons que 100 pb = 1%). Dans ce contexte, nous avons profité du repli des marchés actions pour nous repositionner sur les actifs américains, portant ainsi le poids total actions à 20% à fin mars. Notre exposition aux obligations d'entreprises est en légère hausse avec une part majoritaire de crédit d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade », que nous détenons désormais à hauteur de 27%. Notre exposition au crédit haut rendement reste limitée à 6%. Du côté des obligations souveraines, nous avons renforcé notre positionnement sur les emprunts d'états américains. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en hausse à 2.9. Au final, dans un environnement où les conséquences de la guerre en Ukraine commencent à être intégrées par le marché, nous restons à l'affût des opportunités d'investissements. Nous pensons toutefois qu'il est préférable de ne pas être surpondéré sur les actifs risqués, de maintenir des couvertures et de rester diversifié, en privilégiant les actifs les plus susceptibles de performer dans un univers inflationniste. Nous privilégions en outre des prises de position en valeur relative, principalement géographique en faveur des US contre Europe, région la plus impactée économiquement par la guerre. Enfin, les banques centrales, et leurs réactions, vont être scrutées de près. Les craintes d'un resserrement trop brutal de la politique monétaire et d'une potentielle récession qui en découlerait encouragent à rester vigilant sur la sélection des titres au sein du portefeuille.

Avril 2022

Tandis que le conflit russo-ukrainien continue de peser sur l'économie mondiale et l'inflation, la gestion zéro COVID de la Chine vient ajouter un nouveau facteur de stress sur les marchés. Au cours du mois d'avril, la croissance du premier trimestre a surpris à la baisse aux États-Unis d'après les premières estimations réalisées. Les ménages américains ont maintenu un bon niveau de consommation malgré la pression exercée par les prix élevés de l'énergie et du carburant. Cette consommation s'est faite en partie via une réduction de l'épargne, ce qui est plutôt un signe de confiance de la part des ménages. De son côté la zone euro est plus impactée par la guerre en Ukraine. L'activité a en effet été freinée par la compression des revenus réels due à la flambée des prix de l'énergie. Les signaux plus récents (indices de confiance des entreprises et des ménages) ont montré une dégradation supplémentaire au début du deuxième trimestre, tandis que de nouvelles perturbations dans les chaînes manufacturières mondiales sont apparues. En Chine, la croissance du PIB au premier trimestre a été plus forte que prévue. Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution compte tenu de l'optimisme des données divulguées. La réduction des exportations de la Russie et de l'Ukraine et la perspective de futurs embargos continue de provoquer une forte hausse des prix des matières premières. Aux États-Unis, l'indice général d'inflation a atteint 8,5% sur 12 mois en mars tandis qu'en zone euro la hausse de l'indice général des prix à la consommation a été de 7,5% sur 12 mois en avril.

Dans ce contexte, la FED a clairement communiqué son intention de relever vigoureusement ses taux directeurs et de rendre les conditions de politique monétaire moins accommodantes afin de resserrer les conditions de financement pour ralentir la demande alors que l'économie américaine est en surchauffe. En zone euro, certains membres du conseil des gouverneurs de la BCE ont annoncé une possible fin de son programme de rachat d'actifs dès le début du troisième trimestre accompagnée d'une hausse des taux dès le mois de juillet. Les marchés actions de nouveau en net recul Les marchés actions rechutent fortement sur le mois avec un MSCI World All Country en baisse de -6.7%. La forte hausse des taux longs a largement pesé sur les valeurs de croissance tandis que les valeurs plus cycliques ont subi les craintes d'un resserrement des politiques monétaires. Cela se traduit géographiquement par une sous performance des Etats-Unis (-9,1%) en devise locale. En Europe, le marché britannique (+0,6%) et le marché suisse (-0,4%), plus défensifs, s'en sortent le mieux. Cela permet au MSCI Europe de ne reculer que de -1,2% malgré un recul de -3,6% de l'Allemagne et de -3,5% pour la Suède, marchés plus sensibles au cycle. Autres marchés cycliques, le Japon perd -2,7% et les marchés émergents -3,7%. Sur les marchés de taux, la hausse des rendements obligataires se poursuit. Le taux des obligations souveraines américaines à 10 ans a progressé de 60 pb pour atteindre 2.94%. Le taux des obligations souveraines allemandes à 10 ans a également progressé de 39 pb pour atteindre 0.94% (rappelons que 100 pb = 1%). Dans ce contexte, nous avons maintenu une approche globalement prudente avec un niveau d'exposition aux actions en baisse sur le mois à 18%. Nous avons toutefois légèrement renforcé notre exposition au crédit d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade », que nous détenons désormais à hauteur de 28%. Notre exposition au crédit haut rendement reste limitée à 6%. Du côté des obligations souveraines, nous avons renforcé notre positionnement sur les emprunts d'états américains et de la zone « euro core ». Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en hausse à 3.1. Au final, le ralentissement de la croissance, l'inflation et la géopolitique sont des thèmes qui continuent d'inquiéter les investisseurs. La gestion « Zero COVID » de la Chine est également venue ajouter un facteur de stress sur les marchés, notamment en raison des conséquences que cela pourrait avoir sur des chaînes d'approvisionnements déjà sous tension. La divergence des politiques monétaires entre les différentes zones géographiques a créé en outre de fortes disparités. Dans cet environnement présentant de nombreux facteurs d'incertitudes, nous maintenons, à court-terme, notre approche prudente sur les actifs risqués et favorisons les Etats-Unis à l'Europe. Nous restons toutefois attentifs aux opportunités qui pourraient se présenter.

Mai 2022

Les craintes autour de la croissance s'intensifient dans un contexte où l'inflation ne faiblit pas. Au cours du mois de mai, la confiance des consommateurs s'est effritée aux Etats-Unis. La persistance d'une inflation élevée, portant notamment sur les dépenses peu compressibles d'alimentation ou d'énergie, réduit en effet les revenus réels des ménages et pénalise la consommation discrétionnaire. Le marché du travail reste solide et les Américains sont globalement optimistes quant à l'évolution de l'emploi à court terme. Cependant, un nombre croissant d'entre eux puisent tout de même dans leur épargne accumulée durant la pandémie pour maintenir leurs dépenses. Du côté des entreprises, l'indice des directeurs d'achats préliminaire (PMI composite flash) diminue, faisant état d'un ralentissement de l'activité aussi bien dans les services que dans l'industrie. La dynamique de l'activité tend s'affaiblir dans l'industrie comme dans les services. En zone euro, les indicateurs de confiance des entreprises et des consommateurs se sont de nouveau détériorés en raison de l'intensification des pressions inflationnistes et des craintes de perturbations prolongées du commerce mondial. Après une chute presque sans précédent de 12 points en mars, puis une nouvelle baisse en avril, l'enquête sur le sentiment économique de la Commission européenne s'est légèrement améliorée en mai. Elle reste cependant à des niveaux très faibles, observés uniquement pendant la crise financière mondiale, la crise de la zone euro et la crise du Covid. La légère baisse du PMI composite en mai suggère que l'activité résiste mieux que ce que l'on aurait pu craindre, mais le rebond des services pourrait s'essouffler au vu du contexte d'inflation élevée. En Chine, après la publication des données d'avril, qui ont révélé une détérioration généralisée de l'économie, la PBoC (Banque Populaire de Chine) a réduit ses taux plancher et de référence des prêts bancaires (LPR) de 20pb et 15pb (rappelons que 100 pb = 1%). Sur le front des prix, tous les signaux font état de pressions inflationnistes persistantes. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 8,3 % aux Etats-Unis en glissement annuel tandis qu'en zone euro, l'inflation a de nouveau accéléré en mai, atteignant un nouveau record historique à 8,1 % sur 12 mois (3,8% pour l'indice sous-jacent) Dans ce contexte, la Fed (Réserve Fédérale Américaine) a confirmé sa volonté de contenir les pressions inflationnistes et la BCE (Banque Centrale Européenne) a renforcé sa position. Christine Lagarde a jugé probable une hausse des taux dès juillet en indiquant que la première hausse des taux en zone euro pourrait intervenir "quelques semaines" après la fin des achats nets d'actifs. Les marchés actions restent dans le rouge : Sur le mois, le MSCI World AC finit sur une baisse de -0.5%.

OPCVM AMUNDI VIE

Les performances sont assez proches les unes des autres au niveau régional : Europe (-1%), Etats-Unis (-0,4%), Marchés Emergents (-0,5%), Japon (+0,9%) ; seul le Pacific-ex-Japan est en recul un peu plus marqué (-1,7%). Par pays, la Suisse consolide (-4,7%) alors que le marché britannique (+1%) et les marchés du sud (Espagne +3,3%, Portugal +2,7% et l'Italie +0,8%) continuent sur leur lancée positive. Sur les marchés de taux, les rendements obligataires ont connu des trajectoires différentes. Le taux des obligations souveraines américaines à 10 ans a baissé de 9 pb pour atteindre 2.84% tandis que le taux du 10 ans allemand a progressé de 18 pb pour atteindre 1.12%. Dans ce contexte, nous avons renforcé notre approche prudente avec un niveau d'exposition aux actions en baisse sur le mois à 17%. Notre exposition aux obligations d'entreprises est restée globalement stable avec une part majoritaire de crédit d'entreprises des meilleures notations, dites « Investment Grade », que nous détenons désormais à hauteur de 28%. Notre exposition au crédit haut rendement reste limitée à 6%. Du côté des obligations souveraines, nous avons renforcé notre positionnement sur les emprunts d'états américains et dans une moindre mesure, celle aux emprunts d'états de la zone « euro core ». Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en hausse à 3.6. Les risques géopolitiques restent présents et les préoccupations autour des thématiques de l'inflation et de la croissance restent centrales, aussi bien pour les banquiers centraux, les gouvernements que les investisseurs. Les impacts des pressions inflationnistes sur les perspectives bénéficiaires des entreprises nous paraissent par ailleurs être sous-estimés par les marchés. Au vu de ces nombreux facteurs d'incertitudes, nous pensons qu'il n'est pas opportun, à court terme, d'accroître le risque du portefeuille. Nous privilégions dans l'environnement actuel le renforcement de la diversification, avec une attention particulière à la sélection de valeurs.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille AMUNDI VIE et de son benchmark s'établissent à :

- Part AMUNDI VIE - P (C) en devise EUR : -6,32%
- Part AMUNDI VIE - PERI (C) en devise EUR : -5,89%

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI I	21 378 499,87	557 949 896,43
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.875% 15-08-28	262 839 474,67	29 426 372,16
AMUNDI MSCI USA ESGLEADS ETFDR E ACC HDG	246 067 936,56	
AMUNDI INDEX MSCI USA S UCITS ETF DR AH	118 578 068,94	79 779 459,77
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 3.0% 15-02-47	113 614 941,84	84 039 514,85
AM IS S&P500 UEDHUC		175 716 363,86
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.0% 15-04-24	77 569 440,00	77 247 300,00
ITAL BUON POL 0.95% 15-03-23	73 376 647,20	72 914 198,40
BFT AUREUS ISR IC	85 000 000,03	49 738 624,90
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI IC	49 999 970,80	84 546 053,80

Information sur les commissions de surperformance (En EUR)

	31/05/2022
Parts AMUNDI VIE P-C	
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	14 277,18
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	
Parts AMUNDI VIE - PERI (C)	
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1)	
Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats)	2 122,51
Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	

(1) par rapport à l'actif net de l'arrêté comptable.

(2) par rapport à l'actif net moyen.

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace :

- o Prêts de titres :
- o Emprunt de titres :
- o Prises en pensions :
- o Mises en pensions :

• Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 2 419 493 656,60

- o Change à terme : 740 016 315,22
- o Future : 1 662 523 128,98
- o Options : 16 954 212,40
- o Swap :

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
	BNP PARIBAS FRANCE HSBC FRANCE EX CCF J.P.MORGAN AG FRANCFORT ROYAL BK CANADA LONDRES (ORION) SOCIETE GENERALE SA UBS EUROPE SE

(*) Sauf les dérivés listés.

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace . Dépôts à terme . Actions . Obligations . OPCVM . Espèces (*) Total	
Instrument financiers dérivés . Dépôts à terme . Actions . Obligations . OPCVM . Espèces Total	

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	6 935,90
. Autres revenus	
Total des revenus	6 935,90
. Frais opérationnels directs	55 688,09
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	55 688,09

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Modification Amundi Asset Management, Société par Actions Simplifiée Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 Siège social : 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Ajout Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

Ajout Règlement (UE) 2020/852 (dit « Règlement sur la Taxonomie ») sur la mise en place d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement Disclosure. La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation des changements climatiques, (ii) adaptation aux changements climatiques, (iii) utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, (iv) transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et contrôle de la pollution, (vi) protection des écosystèmes sains. Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe "do no significant harm" ou "DNSH"), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie. Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées. Nonobstant ce qui précède, le principe "ne pas nuire de manière significative" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au compartiment qui prennent en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la partie restante de ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fait ses meilleurs efforts pour divulguer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des Normes techniques réglementaires en ce qui concerne le contenu et la présentation des divulgations conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie. Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables qui sera mis à la disposition des investisseurs à ce moment-là. Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs. A partir de la pleine disponibilité des données et de la finalisation des méthodologies de calcul pertinentes, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Modification Date de mise à jour du prospectus : 31 janvier 2022.

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée Niveau de levier indicatif : 61,48%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 2 février 2021, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2020 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2021.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2021, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2021, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 400 collaborateurs au 31 décembre 2021) s'est élevé à 168 546 202 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 111 175 491 euros, soit 66% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 57 370 712 euros, soit 34% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2021, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 20 947 570 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 29 collaborateurs au 31 décembre 2021), 14 896 957 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 40 collaborateurs au 31 décembre 2021).

2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des

OPCVM AMUNDI VIE

fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 et 5 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

2. Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

OPCVM AMUNDI VIE

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) et Loi de transition énergétique pour la croissance verte (Article 173 de la loi n°2015-992)

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de plus 13 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleurs pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :
 - mines antipersonnel,
 - bombes à sous-munitions,
 - armes chimiques,
 - armes biologiques,
 - armes à uranium appauvri.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

De plus, Amundi met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles Amundi a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Charbon

Le charbon étant le plus important contributeur individuel au changement climatique imputable à l'activité humaine, Amundi a mis en œuvre depuis 2016 une politique sectorielle spécifique au charbon thermique, générant l'exclusion de certaines entreprises et émetteurs. Chaque année depuis 2016, Amundi a progressivement renforcé sa politique d'exclusion charbon. Ces engagements découlent de la stratégie climat du groupe Crédit Agricole. Conformément aux Objectifs de développement durable des Nations unies et à l'Accord de Paris de 2015, cette stratégie s'appuie sur les recherches et les recommandations d'un Comité scientifique, qui prend en compte les scénarios énergétiques de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), du Climate Analytics et des Science-Based Targets. En 2020, dans le cadre de la mise à jour de sa politique sur le secteur du charbon thermique, Amundi a étendu de nouveau sa politique d'exclusion à l'exploitation du charbon, qui se réfère désormais à toute entreprise développant ou prévoyant de développer de nouvelles capacités d'exploitation du charbon thermique.

Amundi exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités charbon thermique sur l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport),
- Les entreprises réalisant plus de 25% de leur revenu de l'extraction du charbon thermique,
- Les entreprises réalisant une extraction de charbon thermique de 100 MT ou plus sans intention de réduction,
- Toutes les entreprises dont le revenu issu de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité au charbon thermique est supérieur à 50% du revenu total sans analyse, toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

OPCVM AMUNDI VIE

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

- Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.
- Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.
- Par conséquent, les fonds indiciels et ETF d'Amundi répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.
- Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif d'Amundi mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, Amundi a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

Tabac

Depuis 2018, AMUNDI limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac et applique les règles suivantes :

- Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).
- Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

En mai 2020, Amundi est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac.

- Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 173 », disponible sur <https://legroupe.amundi.com> (Rubrique Documentation légale).

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 8 - gestion active - au titre de la Taxonomie

Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation des changements climatiques, (ii) adaptation aux changements climatiques, (iii) utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, (iv) transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et contrôle de la pollution, (vi) protection des écosystèmes sains.

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe « do no significant harm » ou « DNSH »), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents qui prennent en compte les critères de l'Union européenne pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fait ses meilleurs efforts pour divulguer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des Normes techniques réglementaires en ce qui concerne le contenu et la présentation des divulgations conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie.

Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables qui sera mis à la disposition des investisseurs à ce moment-là.

Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs.

A partir de la pleine disponibilité des données et de la finalisation des méthodologies de calcul pertinentes, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Article 8 – gestion active – au titre de l'article 11 de SFDR

Le Fonds promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales et à ce titre est classé Article 8 conformément au Règlement « Disclosure ».

Outre l'application de la Politique d'investissement responsable d'Amundi, le Fonds promeut ces caractéristiques via une analyse ESG accrue des titres détenus (au moins 90% des titres font l'objet d'une notation extra-financière), en cherchant à obtenir un score ESG du portefeuille supérieur à celui de leur univers d'investissement après élimination de minimum 20% des valeurs les moins bien notées.

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mai 2022**

AMUNDI VIE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régis par le Code monétaire et financier

Société de gestion
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement AMUNDI VIE relatifs à l'exercice clos le 31 mai 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/06/2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Titres financiers auxquels des contrats financiers sont intégrés :

Les titres financiers auxquels des contrats financiers sont intégrés sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Les prix de ces titres sont calculés par leurs émetteurs et validés par la société de gestion à partir de modèles financiers. Les modèles mathématiques appliqués reposent sur des données et hypothèses de marché. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Contrats financiers répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit :

Les contrats financiers répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit sont valorisés par la société de gestion à partir de modèles financiers. Les modèles mathématiques appliqués reposent sur des données externes et sur des hypothèses de marché retenues par la société de gestion. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

3. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu de la réception tardive de certains documents nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Philippe Chevalier



Date : 2022.11.17 18:49:52
+0100

Comptes annuels

Bilan Actif au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	3 422 219 494,53	3 261 509 946,62
Actions et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	1 488 913 919,82	1 140 590 571,66
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	1 488 913 919,82	1 140 590 571,66
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	1 912 261 228,18	2 106 825 666,43
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	1 860 264 279,94	1 909 843 590,79
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	51 996 948,24	168 003 461,92
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		28 978 613,72
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	21 044 346,53	14 093 708,53
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	21 044 346,53	14 093 708,53
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	791 790 772,66	470 504 223,87
Opérations de change à terme de devises	740 016 315,22	421 697 310,73
Autres	51 774 457,44	48 806 913,14
COMPTES FINANCIERS	23 622 328,84	23 360 477,45
Liquidités	23 622 328,84	23 360 477,45
TOTAL DE L'ACTIF	4 237 632 596,03	3 755 374 647,94

Bilan Passif au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	3 335 568 328,47	3 149 418 620,38
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	108 183 331,45	130 396 675,17
Résultat de l'exercice (a,b)	2 195 550,31	-33 809 211,22
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	3 445 947 210,23	3 246 006 084,33
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	20 300 692,30	13 967 649,51
Opérations de cession sur instruments financiers		145,69
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	20 300 692,30	13 967 503,82
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	20 300 692,30	13 967 503,82
Autres opérations		
DETTES	767 182 866,46	466 317 943,13
Opérations de change à terme de devises	761 094 991,25	411 371 084,46
Autres	6 087 875,21	54 946 858,67
COMPTES FINANCIERS	4 201 827,04	29 082 970,97
Concours bancaires courants	4 201 827,04	29 082 970,97
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	4 237 632 596,03	3 755 374 647,94

(a) Y compris comptes de régularisation.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

Hors-Bilan au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
SHORT EUR-BTP 0622	81 336 210,00	
XEUR FGBS SCH 0621		52 885 240,00
EURO SCHATZ 0622	6 276 840,00	
EURO SCHATZ 0922	78 655 005,00	
FV CBOT UST 5 0622	3 598 879,95	
FV CBOT UST 5 0922	197 266 531,88	
XEUR FBTP BTP 0622	39 964 050,00	
XEUR FGBM BOB 0621		34 892 480,00
EURO BOBL 0622	137 494 630,00	
FGBL BUND 10A 0621		211 235 420,00
FGBL BUND 10A 0622	98 823 640,00	
TU CBOT UST 2 0622	4 947 673,56	
TU CBOT UST 2 0921		66 979 473,38
TU CBOT UST 2 0922	208 490 504,67	
US 10YR NOTE 0922	669 049,01	
XEUR FGBX BUX 0621		89 667 500,00
XEUR FGBX BUX 0622	17 355 400,00	
US TBOND 30 0922	80 701 283,55	
US 10Y ULT 0922	119 339 046,09	
CBOT USUL 30A 0922	24 571 061,84	
CAC 40 FUT 0622	7 231 280,00	
YM DOW JONES 0622	3 231 696,62	
SP 500 MINI 0621		8 420 954,48
SP 500 MINI 0622	86 192 240,37	
XEUR FSTU DJ 0622	6 814 500,00	
DAX 30 IND FU 0622	359 425,00	
SP E-MIN INDU 0622	7 104 970,83	
XAK TECHNOLOG 0622	131 976,66	
CONSUMER DISC 0622	7 276 079,35	
DJE 600 INSUR 0622	5 210 170,00	
DJE 600 OIL G 0622	18 060 000,00	
MME MSCI EMER 0622	49 628,94	
MSCI CHINA 0622	23 715,29	
ONK TOKYO NIK 0622	3 758 337,03	
NQ USA NASDAQ 0622	24 791 271,88	
DJS F&B FUT 0622	3 556 350,00	
OMXS30 FUT 0622	19 497,65	
E-MIN RUS 200 0622	86 903,15	

Hors-Bilan au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
DJE 600 EUROP 0622	25 044 965,00	
EURO STOXX 50 0621		1 936 800,00
EURO STOXX 50 0622	46 845 920,00	
FTSE 100 FUT 0622	89 246,43	
MSCI CH FREE 0621		5 851 940,46
CME AUD/USD 0622	30 146 324,38	
BP GBPUSD 0622	30 151 983,66	
CD CADUSD 0622	4 428 938,16	
EC EURUSD 0622	134 118 319,72	
E7 USDEUR 0622	3 196 277,71	
CME JPY/USD 0622	8 166 686,11	
NOK NOKUSD 0622	199 057,18	
RF EURCHF 0622	1 252 982,42	
RP EURGBP 0621		13 493 721,66
RP EURGBP 0622	2 757 279,84	
RY EURJPY 0621		6 886 729,75
RY EURJPY 0622	102 737 300,05	
Options		
CBOT US TRES BD 20 A 06/2022 PUT 137	5 628 263,71	
DJ EURO STOXX 50 06/2022 PUT 3425	1 777 139,49	
DJ EURO STOXX 50 06/2022 PUT 3725	9 548 809,20	
S&P 500 INDEX 06/2021 PUT 4185		29 765 496,26
S&P 500 INDEX 09/2021 PUT 3300		9 074 008,10
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
FV CBOT UST 5 0921		71 612 849,96
XEUR FBTP BTP 0621		21 066 760,00
US 10YR NOTE 0921		121 292 070,50
US TBOND 30 0921		13 186 700,00
US 10Y ULT 0921		71 845 249,05
CBOT USUL 30A 0921		6 212 121,21
DJES BANKS 0621		11 230 800,00
CAC 40 FUT 0621		321 800,00
YM DOW JONES 0621		11 008 931,42
DAX 30 IND FU 0621		5 394 900,00
DJ STOXX HC 0621		6 121 325,00
SP E-MINI FIN 0621		14 789 749,72
SP E-MINI HEA 0621		16 092 700,28
SP E-MINI MAT 0621		8 121 310,27

Hors-Bilan au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
SP E-MIN INDU 0621		3 283 916,08
XAE ENERGY SE 0621		1 593 816,71
XAPXAP CONSUM 0621		3 251 952,73
DJS BAS R FUT 0621		3 294 500,00
DJE 600 OIL G 0621		3 127 890,00
MME MSCI EMER 0621		40 515 895,80
ONK TOKYO NIK 0621		55 664 970,53
NQ USA NASDAQ 0621		31 343 557,03
S&P TORONTO 6 0621		21 064 951,59
OMXS30 FUT 0621		5 401 217,16
XEUR FSMI SWI 0621		20 270 207,35
DJE 600 EUROP 0621		4 883 700,00
SPI 200 FUT 0621		5 784 520,42
CN FTSE CHINA 0621		6 386 079,42
FTSE 100 FUT 0621		24 906 028,37
MSCI RUSSIA 0621		13 467 599,07
CME AUD/USD 0621		3 154 623,15
BP GBPUSD 0621		5 805 422,65
CD CADUSD 0621		67 672,68
EC EURUSD 0621		46 166 779,13
E7 USDEUR 0621		62 390,10
CME JPY/USD 0621		1 117 592,93
NOK NOKUSD 0621		22 538 175,27
RF EURCHF 0621		11 227 491,82
Options		
CBOT US TRES BD 20 A 08/2021 PUT 153		7 893 456,19
CBOT US TRES BD 20 A 08/2021 PUT 152		6 662 612,18
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de Résultat au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	9 263,62	
Produits sur actions et valeurs assimilées	8 343,00	10 591,33
Produits sur obligations et valeurs assimilées	33 831 970,63	23 869 606,96
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	6 935,90	25 082,71
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	33 856 513,15	23 905 281,00
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	55 688,09	11 460,25
Charges sur instruments financiers à terme		5 965 454,79
Charges sur dettes financières	580 304,29	310 022,92
Autres charges financières		
TOTAL (2)	635 992,38	6 286 937,96
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	33 220 520,77	17 618 343,04
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	31 016 218,55	48 531 029,92
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	2 204 302,22	-30 912 686,88
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-8 751,91	-2 896 524,34
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	2 195 550,31	-33 809 211,22

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

OPCVM AMUNDI VIE

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les CDS :

Les CDS sont valorisés sur la base de modèles mathématiques à partir des courbes de spreads alimentés par KONDOR.

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

OPCVM AMUNDI VIE

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0013436128 - AMUNDI VIE - PERI (C) : Taux de frais maximum de 1,25% TTC ;

FR0000973802 - AMUNDI VIE P-C : Taux de frais maximum de 1,25% TTC.

Commission de surperformance :

Le calcul de la commission de surperformance s'applique au niveau de chaque part concernée et à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative. Celui-ci est basé sur la comparaison entre :

- L'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) et
- L'« actif de référence » qui représente l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) au 1er jour de la période d'observation, retraité des souscriptions/rachats à chaque valorisation, auquel est appliqué la performance de 3,5 % par an.

Cette comparaison est effectuée sur une période d'observation d'une année dont la date anniversaire correspond au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative du mois de mai.

Pour la part PERI, la première période d'observation débutera le jour de la création de la part et se terminera le jour d'établissement de la dernière valeur liquidative du mois de mai 2021.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence défini ci-dessus, la commission de surperformance représentera 20 % de l'écart entre ces 2 actifs. Cette commission fera l'objet d'une provision lors du calcul de la valeur liquidative. En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.

Si, au cours de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est inférieur à celui de l'actif de référence, la commission de surperformance sera nulle et fera l'objet d'une reprise de provision lors du calcul de la valeur liquidative. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette commission de surperformance ne sera définitivement perçue que si, le jour de la dernière valeur liquidative de la période d'observation, l'actif net de la part (avant prélèvement de la commission de surperformance) est supérieur à celui de l'actif de référence.

OPCVM AMUNDI VIE

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Parts	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts AMUNDI VIE P-C	Capitalisation	Capitalisation
Parts AMUNDI VIE - PERI (C)	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 31/05/2022 en EUR

	31/05/2022	31/05/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	3 246 006 084,33	2 697 474 023,54
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	543 132 366,97	406 033 600,71
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-105 568 335,91	-45 526 621,31
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	158 919 935,11	66 556 735,92
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-35 400 657,37	-5 584 271,48
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	203 533 390,38	252 039 881,68
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-243 373 917,99	-159 396 829,27
Frais de transactions	-3 283 761,79	-2 569 998,97
Différences de change	96 805 252,92	-54 434 454,43
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-396 140 036,96	115 503 797,91
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-207 747 015,98</i>	<i>188 393 020,98</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-188 393 020,98</i>	<i>-72 889 223,07</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-20 887 411,68	6 822 906,91
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-8 402 524,12</i>	<i>12 484 887,56</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-12 484 887,56</i>	<i>-5 661 980,65</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	2 204 302,22	-30 912 686,88
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	3 445 947 210,23	3 246 006 084,33

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	72 385 677,84	2,10
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	4 960 610,65	0,14
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	1 411 567 631,33	40,97
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	1 488 913 919,82	43,21
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	257 204 122,89	7,46
Change	317 155 149,23	9,21
Taux	1 105 118 069,26	32,07
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	1 679 477 341,38	48,74
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	1 411 567 631,33	40,96			4 960 610,65	0,14	72 385 677,84	2,10
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							23 622 328,84	0,69
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							4 201 827,04	0,12
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	1 105 118 069,26	32,07						
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées			4 432 041,39	0,13	59 670 758,52	1,73	245 120 615,49	7,11	1 179 690 504,42	34,23
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	23 622 328,84	0,69								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	4 201 827,04	0,12								
HORS-BILAN										
Opérations de couverture					379 706 233,23	11,02	338 360 041,83	9,82	387 051 794,20	11,23
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées	795 832 765,07	23,09						
Titres de créances								
OPC	74 741 294,24	2,17	42 418 915,88	1,23	10 274 224,52	0,30		
Opérations temporaires sur titres								
Créances	16 956 067,77	0,49	2 860 663,83	0,08	73 216,07		41 318,87	
Comptes financiers					2 659 523,77	0,08	11 080 057,58	0,32
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	761 468 386,82	22,10					3 103,44	
Comptes financiers	3 648 187,72	0,11	553 639,32	0,02				
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	984 508 364,27	28,57	106 495 637,08	3,09	2 846 526,27	0,08	1 272 480,07	0,04
Autres opérations								

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/05/2022
CRÉANCES		
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	740 016 315,22
	Dépôts de garantie en espèces	30 834 457,44
	Collatéraux	20 940 000,00
TOTAL DES CRÉANCES		791 790 772,66
DETTES		
	Vente à terme de devise	761 094 991,25
	Achats à règlement différé	373 395,57
	Dépôts de garantie en espèces	3 103,44
	Frais de gestion fixe	3 515 067,99
	Frais de gestion variable	101 773,76
	Autres dettes	2 094 534,45
TOTAL DES DETTES		767 182 866,46
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		24 607 906,20

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part AMUNDI VIE P-C		
Parts souscrites durant l'exercice	18 962 714,169	464 690 248,76
Parts rachetées durant l'exercice	-4 341 285,139	-103 408 764,21
Solde net des souscriptions/rachats	14 621 429,030	361 281 484,55
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	144 482 152,906	
Part AMUNDI VIE - PERI (C)		
Parts souscrites durant l'exercice	739 528,178	78 442 118,21
Parts rachetées durant l'exercice	-20 495,113	-2 159 571,70
Solde net des souscriptions/rachats	719 033,065	76 282 546,51
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	1 478 627,554	

OPCVM AMUNDI VIE

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part AMUNDI VIE P-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI VIE - PERI (C) Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/05/2022
Parts AMUNDI VIE P-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	30 538 503,52
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,90
Frais de gestion variables provisionnés	
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	
Frais de gestion variables acquis	14 277,18
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Parts AMUNDI VIE - PERI (C)	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	461 315,34
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,39
Frais de gestion variables provisionnés	
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	
Frais de gestion variables acquis	2 122,51
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	

« Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue. »

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/05/2022
Garanties reçues par l'OPC	
- dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/05/2022
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/05/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/05/2022
Actions			
Obligations			13 303 545,76
	USF22797RT78	ACAFP 7 7/8 01/29/49	977 938,84
	FR0013508512	CA 1.0% 22-04-26 EMTN	678 779,17
	FR0013516184	CA 1.625% 05-06-30 EMTN	2 644 361,28
	FR0014009UH8	CA 1.875% 22-04-27	1 082 464,80
	FR0013533999	CA 4.0% PERP	479 462,80
	USF2R125CF03	CA 6.875% PERP	1 922 933,28
	FR0012444750	CA ASSURANCES 4.25% PERP	829 025,96
	US22535WAG24	CASA LONDON 1.907% 16-06-26	2 329 927,28
	US22535WAB37	CASA LONDON 4.125% 10-01-27	1 410 668,82
	FR0012222297	CRED AGRI ASSU 4.5% PERP	947 983,53
TCN			
OPC			1 912 261 228,18
	LU1681039647	AM IS E COR UEC	22 562 682,39
	LU0568619042	AMUNDI ABS.FOR.IEC	12 463 842,59
	FR0010319996	AMUNDI ABS Part IC	70 927 116,43
	FR0013252798	AMUNDI ACTIONS EURO ISR Part Z (C)	20 089 164,00
	FR0013394491	AMUNDI ACTIONS USA ISR Z	40 819 459,40
	FR0010830844	AMUNDI ENHANCED ULTRA SHORT TERM SRI - I (C)	25 283 690,82
	FR0007038138	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI I	60 050 824,36
	FR0014005XN8	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	22 922 301,54
	FR0011176635	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI E	117,28
	FR0007435920	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	90 588 456,67
	FR0011176627	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI P	0,10
	FR0011210111	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI S	31 333 821,18
	FR0010251660	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI IC	50 436 876,71
	LU2330497608	AMUNDI FUNDS GCESG IB - I2 EUR Hgd (C)	14 693 234,11
	LU1162497157	AMUNDI FUNDS PIONEER US CORPORATE BOND I USD C	68 329 130,88
	LU1328848970	AMUNDI FUNDS TOTAL HYBRID BOND I2 EUR C	103 504 765,44
	LU1567999476	AMUNDI IND BARC US CORP BBB 1-5 IHE C	11 952 240,00
	LU1602144575	AMUNDI INDEX MSCI EMU UCI ETF DR	40 193 931,34
	LU1861137484	AMUNDI INDEX MSCI EURO S UCITS ETF DR A	77 495 472,27
	LU2233156749	AMUNDI INDEX MSCI JAPAN SRI UCITS ETF DR (C)	42 418 915,88
	LU0390718863	AMUNDI INDEX MSCI PACIFIC ex JAPAN - IE	43 666 134,74
	LU1861136247	AMUNDI INDEX MSCI USA S UCITS ETF DR AH	124 975 793,73
	LU2109787551	AMUNDI MSCI EMERGING ESG LEADERS - UCITS ETF DR C	99 178 248,40
	LU2109787478	AMUNDI MSCI EUROPE ESG LEADERS SELECT - UCITS ETF DR C	9 578 032,36
	LU2269164153	AMUNDI MSCI UK IMI SRI IG GBP ACC UNHDG	10 274 224,52
	LU2153616326	AMUNDI MSCI USA ESGLEADS ETFDR E ACC HDG	258 399 823,26

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/05/2022
	FR0013472479	AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - EUROPEAN CREDIT SRI	72 618 446,22
	FR0013472503	AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - EUROPEAN HIGH YIELD	69 005 076,15
	FR0013053444	AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - JUST TRANSITION FOR	58 676 092,09
	LU1503126044	AMUNDI SF - DVRS S/T BD-HEUR	52 796 980,97
	FR0013531274	AMUNDI SOCIAL BONDS S-C	18 620 816,00
	FR0011088657	AMUNDI ULTRA SHORT TERM BOND SRI M I-C	41 072 649,17
	FR0010599399	BFT AUREUS ISR IC	82 575 588,75
	FR0010979278	CPR MONETAIRE ISR I	34 708 455,85
	FR0013455359	EUROPEAN CREDIT SRI I2C	75 947 276,72
	FR0010322529	PORTFOLIO OBLIG CREDIT	36 377 462,50
	LU2130073781	STRUCTURA ALTERNATIVE RISK PREMIA ZE ACC	11 311 920,00
	LU1740336257	STRUCTURA MULTI ASSET RISK PREMIA IU	6 412 163,36
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			1 925 564 773,94

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/05/2022	31/05/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	2 195 550,31	-33 809 211,22
Total	2 195 550,31	-33 809 211,22

	31/05/2022	31/05/2021
Parts AMUNDI VIE P-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	1 384 675,97	-33 692 684,26
Total	1 384 675,97	-33 692 684,26

	31/05/2022	31/05/2021
Parts AMUNDI VIE - PERI (C)		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	810 874,34	-116 526,96
Total	810 874,34	-116 526,96

OPCVM AMUNDI VIE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/05/2022	31/05/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	108 183 331,45	130 396 675,17
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	108 183 331,45	130 396 675,17

	31/05/2022	31/05/2021
Parts AMUNDI VIE P-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	103 580 484,56	127 178 631,91
Total	103 580 484,56	127 178 631,91

	31/05/2022	31/05/2021
Parts AMUNDI VIE - PERI (C)		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	4 602 846,89	3 218 043,26
Total	4 602 846,89	3 218 043,26

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	31/05/2018	31/05/2019	29/05/2020	31/05/2021	31/05/2022
Actif net Global en EUR	2 681 207 643,90	2 529 079 493,63	2 697 474 023,54	3 246 006 084,33	3 445 947 210,23
Parts AMUNDI VIE P-C en EUR					
Actif net	2 681 207 643,90	2 529 079 493,63	2 685 899 253,45	3 165 684 472,89	3 298 801 604,58
Nombre de titres	120 516 618,009	112 279 472,765	117 640 581,486	129 860 723,876	144 482 152,906
Valeur liquidative unitaire	22,24	22,52	22,83	24,37	22,83
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,39	-0,47	0,21	0,97	0,71
Capitalisation unitaire sur résultat	0,01	0,04		-0,25	
Parts AMUNDI VIE - PERI (C) en EUR					
Actif net			11 574 770,09	80 321 611,44	147 145 605,65
Nombre de titres			117 988,853	759 594,489	1 478 627,554
Valeur liquidative unitaire			98,10	105,74	99,51
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes			-0,40	4,23	3,11
Capitalisation unitaire sur résultat			0,38	-0,15	0,54

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE 3.2% PERP	USD	600 000	447 639,21	0,01
ALLIANZ SE 3.5% PERP	USD	1 000 000	823 695,53	0,03
ALLIANZ SE 4.75% PERP EMTN	EUR	1 700 000	1 813 443,47	0,05
BASF 0.75% 17-03-26 EMTN	EUR	1 000 000	964 456,28	0,02
BAYER LAND BK 1.0% 23-09-31	EUR	900 000	813 849,79	0,02
CMZB FRANCFORT 1.375% 29-12-31	EUR	400 000	345 104,60	0,01
CMZB FRANCFORT 4.0% 05-12-30	EUR	600 000	604 397,11	0,02
COMMERZBANK AG 8.125% 19/09/2023	USD	2 960 000	2 948 101,54	0,08
EVONIK INDUSTRIES 2.25% 25-09-27	EUR	1 100 000	1 090 799,45	0,03
HANNOVER RUCKVERSICHERUNGS AKTIENGESELLS 3.375% PERP	EUR	400 000	417 738,66	0,02
LANXESS AG 1.75% 22-03-28 EMTN	EUR	1 200 000	1 115 602,23	0,04
VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES AG 3.0% 06-04-25	EUR	1 850 000	1 910 112,73	0,06
VOLKSWAGEN LEASING 1.375% 20-01-25	EUR	1 400 000	1 389 613,79	0,04
VOLKSWAGEN LEASING 1.625% 15-08-25	EUR	750 000	749 444,11	0,03
VONOVIA SE 0.375% 16-06-27	EUR	700 000	620 738,52	0,01
TOTAL ALLEMAGNE			16 054 737,02	0,47
AUSTRALIE				
MACQUARIE GROUP 1.629% 23-09-27	USD	3 700 000	3 062 035,44	0,08
TOTAL AUSTRALIE			3 062 035,44	0,08
AUTRICHE				
OMV AG 2.5% PERP	EUR	1 400 000	1 336 385,54	0,03
RAIFFEISEN BANK INTL AG 1.5% 12-03-30	EUR	200 000	178 542,20	0,01
SUZANO AUSTRIA 2.5% 15-09-28	USD	2 750 000	2 242 314,50	0,07
TOTAL AUTRICHE			3 757 242,24	0,11
BELGIQUE				
BELFIUS BANK 0.375% 02-09-25	EUR	1 300 000	1 237 457,58	0,03
KBC GROUPE 0.25% 01-03-27 EMTN	EUR	2 100 000	1 942 511,57	0,06
KBC GROUPE 0.5% 03-12-29 EMTN	EUR	2 500 000	2 341 500,09	0,07
VGP 1.625% 17-01-27	EUR	1 200 000	986 149,44	0,03
TOTAL BELGIQUE			6 507 618,68	0,19
BRESIL				
BRAZ GOVE INT 6.0% 07-04-26	USD	1 030 000	1 033 868,41	0,03
TOTAL BRESIL			1 033 868,41	0,03
CANADA				
ENBRIDGE 1.6% 04-10-26	USD	822 000	699 826,91	0,02
ENBRIDGE 3.7% 15-07-27	USD	5 200 000	4 844 714,39	0,14
MGCN 1 1/2 09/25/27	EUR	1 000 000	974 549,73	0,03
TRANSCANADA PIPELINES 4.25% 15-05-28	USD	2 210 000	2 082 870,38	0,06
TOTAL CANADA			8 601 961,41	0,25

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
COLOMBIE				
COLOMBIA 4% 26/02/24	USD	1 700 000	1 600 928,77	0,05
TOTAL COLOMBIE			1 600 928,77	0,05
DANEMARK				
DANSKE BK 3.244% 20-12-25	USD	4 720 000	4 339 677,88	0,13
ISS GLOBAL AS 0.875% 18-06-26	EUR	1 600 000	1 491 404,77	0,04
NYKREDIT 0.875% 28-07-31	EUR	700 000	644 917,43	0,02
NYKREDIT REALKREDIT AS 0.625% 17-01-25	EUR	600 000	583 476,91	0,02
ORSTED 2.25% 24-11-17	EUR	1 100 000	1 096 400,15	0,03
TOTAL DANEMARK			8 155 877,14	0,24
ESPAGNE				
ABANCA CORPORACION BANCARIA 0.5% 08-09-27	EUR	700 000	623 214,92	0,01
AMADEUS CM 2.875% 20-05-27	EUR	1 500 000	1 535 326,95	0,04
BANCO NTANDER 1.375% 05-01-26	EUR	2 000 000	1 956 392,98	0,06
BANCO NTANDER 1.722% 14-09-27	USD	3 800 000	3 171 411,92	0,09
BANCO NTANDER 1.849% 25-03-26	USD	1 200 000	1 033 052,52	0,03
BANCO NTANDER 4.25% 11-04-27	USD	2 000 000	1 855 514,23	0,05
BANCO NTANDER 4.75% PERP	EUR	1 000 000	958 813,64	0,03
CAIXABANK 0.75% 10-07-26 EMTN	EUR	3 100 000	2 990 505,50	0,09
CAIXABANK 3.625% PERP	EUR	800 000	627 041,40	0,02
IBERDROLA FINANZAS SAU 1.575% PERP	EUR	300 000	263 690,45	0,01
MAPFRE 4.125% 07-09-48	EUR	800 000	811 151,96	0,03
NT CONS FIN 0.5% 14-01-27 EMTN	EUR	1 800 000	1 664 152,94	0,05
SANT ISS 3.25% 04-04-26 EMTN	EUR	900 000	916 235,84	0,03
SPAIN GOVERNMENT BOND 1.4% 30-07-28	EUR	130 000 000	129 723 571,92	3,76
SPAIN GOVERNMENT BOND 2.7% 31-10-48	EUR	21 000 000	21 083 941,03	0,61
TOTAL ESPAGNE			169 214 018,20	4,91
ETATS-UNIS				
7ELEVEN 1.3% 10-02-28	USD	2 100 000	1 683 618,85	0,05
ABBOTT LABORATORIES 3.75% 30-11-26	USD	1 680 000	1 607 247,90	0,04
ABBVIE 2.95% 21-11-26	USD	3 075 000	2 793 509,68	0,08
ABBVIE 3.6% 14-05-25	USD	3 000 000	2 824 481,87	0,08
AIR LEASE 2.1% 01-09-28	USD	3 800 000	3 042 215,48	0,09
AMER HESS COR 4.3% 01-04-27	USD	4 500 000	4 233 963,81	0,12
AMGEN 1.65% 15-08-28	USD	1 500 000	1 241 092,75	0,04
ANHEUSERBUSCH COS LLC ANHEUSERBUSCH 3.65% 01-02-26	USD	3 250 000	3 081 487,08	0,09
AT T 4.35% 01-03-29	USD	8 300 000	7 931 625,19	0,23
BK AMERICA 0.583% 24-08-28	EUR	1 448 000	1 321 447,61	0,04
BK AMERICA 1.197% 24-10-26	USD	1 550 000	1 323 982,67	0,04
BK AMERICA 1.734% 22-07-27	USD	4 400 000	3 767 128,06	0,11
BK AMERICA 3.366% 23-01-26	USD	6 200 000	5 772 894,40	0,16
BK AMERICA 3.559% 23-04-27	USD	6 700 000	6 167 018,81	0,18
BK AMERICA 4.376% 27-04-28	USD	4 000 000	3 781 554,78	0,10
BP CAP MK AMERICA 4.234% 06-11-28	USD	4 200 000	4 011 340,62	0,12

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
CIGNA CORPORATION 4.125% 15-11-25	USD	1 500 000	1 427 282,39	0,04
CIGNA CORPORATION 4.5% 25-02-26	USD	1 500 000	1 458 558,92	0,04
CITIGROUP 1.25% 06-07-26 EMTN	EUR	1 300 000	1 282 923,19	0,04
CITIGROUP 3.106% 08-04-26	USD	15 020 000	13 774 192,36	0,40
CITIGROUP 4.658% 24-05-28	USD	900 000	854 372,21	0,03
CONAGRA BRANDS 1.375% 01-11-27	USD	1 250 000	1 006 638,59	0,03
CONAGRA BRANDS 4.6% 01-11-25	USD	2 100 000	2 008 093,36	0,06
CRH AMER INC 3.875% 18-05-25	USD	2 432 000	2 291 464,01	0,07
CVS HEALTH 1.3% 21-08-27	USD	2 100 000	1 745 837,68	0,05
CVS HEALTH 4.3% 25-03-28	USD	4 000 000	3 811 358,81	0,11
DELL INTL LLC EMC 6.02% 15-06-26	USD	7 520 000	7 624 167,56	0,22
DOW CHEMICAL COMPANY 0.5% 15-03-27	EUR	2 000 000	1 825 017,77	0,05
EQUINIX 0.25% 15-03-27	EUR	1 000 000	899 346,64	0,02
EQUINIX 1.45% 15-05-26	USD	1 250 000	1 061 612,39	0,03
EXELON GENERATION CO LLC 3.25% 01-06-25	USD	740 000	690 121,95	0,02
FIDELITY NATL INFORMATION SCES 1.5% 21-05-27	EUR	1 000 000	955 700,23	0,02
FORD MOTOR CREDIT 1.744% 19-07-24	EUR	1 000 000	979 435,36	0,03
GE CAPITAL FUNDING LLC 3.45% 15-05-25	USD	3 800 000	3 534 325,82	0,11
GENERAL MOTORS FINANCIAL 2.7% 20-08-27	USD	5 700 000	4 858 225,38	0,14
GENERAL MOTORS FINANCIAL 2.9% 26-02-25	USD	8 830 000	8 109 562,41	0,23
HCA 5.25% 15-06-26	USD	2 100 000	2 079 596,93	0,06
HYUNDAI CAPITAL AMERICA 1.8% 15-10-25	USD	1 900 000	1 650 009,22	0,04
IBM INTL BUSINESS MACHINES 1.7% 15-05-27	USD	2 000 000	1 713 494,41	0,05
INTERCONTINENTALEXCHANGE 3.65% 23-05-25	USD	1 250 000	1 183 196,48	0,03
JPM CHASE 0.389% 24-02-28 EMTN	EUR	1 150 000	1 049 536,72	0,03
JPM CHASE 1.09% 11-03-27 EMTN	EUR	1 500 000	1 444 294,34	0,05
JPM CHASE 1.578% 22-04-27	USD	4 400 000	3 776 063,61	0,11
JPM CHASE 1.963% 23-03-30 EMTN	EUR	450 000	434 556,47	0,01
JPM CHASE 2.083% 22-04-26	USD	3 250 000	2 896 002,91	0,09
JPM CHASE 3.96% 29-01-27	USD	6 500 000	6 144 309,39	0,18
LOWE S COMPANIES 1.3% 15-04-28	USD	3 630 000	2 941 048,17	0,08
LOWE S COMPANIES 1.7% 15-09-28	USD	800 000	658 558,21	0,02
MAGALLANES 3.755% 15-03-27	USD	3 800 000	3 472 711,16	0,10
MERCK AND 1.9% 10-12-28	USD	2 350 000	2 022 825,31	0,06
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 0.406% 29-10-27	EUR	2 000 000	1 839 353,41	0,06
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 1.593% 04-05-27	USD	11 200 000	9 552 952,31	0,28
MPLX LP 1.75% 01-03-26	USD	4 680 000	4 030 310,84	0,12
MPLX LP 4.0% 15-03-28	USD	2 100 000	1 938 128,62	0,06
ORACLE 2.8% 01-04-27	USD	5 200 000	4 543 274,08	0,13
PENSKE TRUCK LEASINGPTL 1.7% 15-06-26	USD	3 160 000	2 710 756,05	0,08
PRUDENTIAL FINANCIAL 1.5% 10-03-26	USD	3 170 000	2 771 570,67	0,08
SEMPRA ENERGY 3.7% 01-04-29	USD	2 050 000	1 864 508,19	0,06
SOLV FINA AME 4.45% 03-12-25	USD	3 040 000	2 931 163,82	0,08
STELLANTIS FINANCE US 1.711% 29-01-27	USD	1 200 000	1 005 208,67	0,03

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
THE AES 3.3% 15-07-25	USD	2 100 000	1 930 092,77	0,05
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.875% 15-02-32	USD	44 000 000	37 917 954,07	1,10
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.25% 15-02-52	USD	102 000 000	80 669 681,27	2,34
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.875% 15-08-28	USD	242 000 000	227 523 422,96	6,60
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 3.0% 15-02-47	USD	25 899 000	23 285 643,72	0,68
UNIT STAT FIX 15-02-45 IND	USD	40 500 000	44 968 561,38	1,30
US TREASURY 4,75% 15/02/2041	USD	2 290 500	2 644 190,10	0,08
VERIZON COMMUNICATION 2.355% 15-03-32	USD	3 651 000	2 952 739,63	0,09
VERIZON COMMUNICATION 4.329% 21-09-28	USD	6 400 000	6 130 310,96	0,18
VF 2.8% 23-04-27	USD	1 600 000	1 436 622,21	0,04
VIATRIS 2.3% 22-06-27	USD	880 000	743 733,54	0,02
VMWARE 3.9% 21-08-27	USD	2 000 000	1 859 824,18	0,06
VOLKSWAGEN GROUP AMERICA FINANCE LLC 3.35% 13-05-25	USD	5 740 000	5 298 936,85	0,16
WEA FINNANCE LLC 2.875% 15-01-27	USD	4 000 000	3 466 654,88	0,10
TOTAL ETATS-UNIS			620 264 645,10	18,00
FINLANDE				
NORDEA BK 6.625% PERP	USD	1 500 000	1 429 005,59	0,04
UPM KYMMENE OY 2.25% 23-05-29	EUR	1 100 000	1 078 884,49	0,03
TOTAL FINLANDE			2 507 890,08	0,07
FRANCE				
A 3.941% PERP EMTN	EUR	850 000	893 784,15	0,03
ACAFF 7 7/8 01/29/49	USD	1 000 000	977 938,84	0,03
ATOS SE 1.75% 07-05-25	EUR	1 400 000	1 331 672,22	0,03
AXA SA 5.125% 17-01-47 EMTN	USD	3 600 000	3 435 230,95	0,10
BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 1.625% 15-11-27	EUR	1 600 000	1 501 456,72	0,04
BNP 4.032 12/31/49	EUR	1 100 000	1 141 607,09	0,03
BNP PAR 0.5% 19-02-28 EMTN	EUR	2 100 000	1 899 474,22	0,05
BNP PAR 1.125% 15-01-32 EMTN	EUR	1 500 000	1 350 306,65	0,04
BNP PAR 1.904% 30-09-28	USD	3 100 000	2 533 334,74	0,07
BNP PAR 1.904% 30-09-28	USD	8 100 000	6 619 358,52	0,19
BNP PAR 2.5% 31-03-32 EMTN	EUR	800 000	766 836,49	0,02
BNP PAR 4.625% PERP	USD	1 120 000	963 594,69	0,02
BNP PAR 4.705% 10-01-25	USD	900 000	866 156,03	0,03
BNP PAR 6.625% PERP	USD	1 730 000	1 643 571,90	0,05
BNP PAR CARDIF 1.0% 29-11-24	EUR	1 100 000	1 075 467,38	0,03
BNP PARIBAS FIX PERP	EUR	1 019 000	1 049 760,02	0,03
BOUYGUES 2.25% 29-06-29	EUR	900 000	894 048,45	0,03
BPCE 0.5% 15-09-27 EMTN	EUR	2 100 000	1 936 144,01	0,05
BPCE 1.5% 13-01-42	EUR	200 000	180 430,19	0,01
BPCE 2.045% 19-10-27	USD	2 050 000	1 726 674,57	0,05
BPCEGP 5.15 07/21/24	USD	1 470 000	1 423 569,50	0,05
BQ POSTALE 3.0% PERP	EUR	800 000	605 938,90	0,02
CA 1.0% 22-04-26 EMTN	EUR	700 000	678 779,17	0,02
CA 1.625% 05-06-30 EMTN	EUR	2 700 000	2 644 361,28	0,07

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
CA 1.875% 22-04-27	EUR	1 100 000	1 082 464,80	0,03
CA 4.0% PERP	EUR	500 000	479 462,80	0,01
CA 6.875% PERP	USD	2 000 000	1 922 933,28	0,06
CA ASSURANCES 4.25% PERP	EUR	800 000	829 025,96	0,02
CARREFOUR 1.875% 30-10-26 EMTN	EUR	1 000 000	975 074,55	0,03
CNP ASSURANCES 4.0% PERP	EUR	400 000	416 689,64	0,01
CRED AGRI ASSU 4.5% PERP	EUR	900 000	947 983,53	0,03
CREDIT MUTUEL ARKEA 1.625% 15-04-26	EUR	1 900 000	1 865 536,23	0,05
CREDIT MUTUEL ARKEA 1.875% 25-10-29	EUR	1 000 000	984 281,67	0,03
EDF 2.625% PERP	EUR	1 200 000	1 015 663,30	0,03
EDF 4.0% PERP	EUR	700 000	700 508,79	0,02
EDF 5% 31/12/2099	EUR	400 000	393 900,11	0,02
EDF 5 5/8 12/29/49	USD	1 000 000	925 681,47	0,03
ENGIE 1.625% PERP	EUR	1 100 000	1 045 431,19	0,03
EUTELT 2.0% 02-10-25	EUR	1 000 000	1 005 656,54	0,03
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-05-53	EUR	39 000 000	26 330 003,22	0,77
ICADE SANTE SAS 0.875% 04-11-29	EUR	2 100 000	1 827 722,53	0,05
LA MONDIALE 5.875% 26-01-47	USD	1 900 000	1 813 286,33	0,05
MUTUELLE ASSUR DES COMMERC ET IND FR 0.625% 21-06-27	EUR	900 000	801 014,72	0,02
ORANGE 2.375% PERP	EUR	1 100 000	1 095 192,88	0,04
RCI BANQUE 0.5% 14-07-25 EMTN	EUR	500 000	465 362,78	0,02
RENAULT CREDIT INTERNATIONAL BANQUE SA 2.625% 18-02-30	EUR	500 000	464 505,11	0,01
RENAULT CREDIT INTL BANQUE 1.75% 10-04-26	EUR	500 000	473 366,50	0,02
SG 0.625% 02-12-27	EUR	1 700 000	1 557 884,41	0,04
SG 1.488% 14-12-26	USD	5 300 000	4 464 735,21	0,13
SG 1.5% 30-05-25 EMTN	EUR	1 200 000	1 197 549,33	0,04
SG 4.25% 19-08-26	USD	5 200 000	4 817 373,54	0,14
SG 4.75% PERP	USD	800 000	667 023,02	0,02
SOCIETE GENERALE	EUR	1 900 000	1 747 487,69	0,05
SOGECAP SA 4.125% 29-12-49	EUR	1 100 000	1 120 915,96	0,03
SUEZ 1.625% PERP	EUR	400 000	369 589,79	0,01
SUEZ 1.875% 24-05-27 EMTN	EUR	900 000	888 330,28	0,03
TOTALENERGIES SE 1.625% PERP	EUR	3 300 000	2 921 967,01	0,08
TOTALENERGIES SE 1.75% PERP	EUR	3 175 000	3 114 971,66	0,09
UNIBAIL RODAMCO 0.625% 040527	EUR	900 000	801 920,75	0,03
UNIBAIL RODAMCO SE 2.125% PERP	EUR	2 400 000	2 327 899,59	0,07
WEND INVE 2.5% 09-02-27	EUR	400 000	403 089,68	0,01
TOTAL FRANCE			112 400 982,53	3,27
HONGRIE				
HUNGARY GOVERNMENT INTL BOND 1.75% 10-10-27	EUR	220 000	208 922,17	
TOTAL HONGRIE			208 922,17	
ILES CAIMANS				
PHOENIX GROUP 5.375% 06-07-27	USD	1 500 000	1 429 733,49	0,04
TOTAL ILES CAIMANS			1 429 733,49	0,04

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
INDONESIE				
INDONESIA GOVERNMENT INTL BOND 2.15% 18-07-24	EUR	180 000	184 409,57	0,01
PERTMINA 4.3% 05/20/2023	USD	2 840 000	2 674 465,41	0,08
TOTAL INDONESIE			2 858 874,98	0,09
IRLANDE				
AIB GROUP 1.875% 19-11-29 EMTN	EUR	1 700 000	1 632 180,58	0,05
BK IRELAND GROUP 0.375% 10-05-27	EUR	1 000 000	906 688,63	0,03
BK IRELAND GROUP 2.029% 30-09-27	USD	2 500 000	2 074 632,46	0,06
CLOV PLC SUB 4.5% 11-09-44	USD	3 560 000	3 390 863,66	0,10
DXC CAPITAL FUNDING 0.45% 15-09-27	EUR	2 500 000	2 190 730,64	0,06
GE 3.373 11/15/25	USD	3 100 000	2 886 741,04	0,09
JOHNSON NTROLS INTL PLC TY 0.375% 15-09-27	EUR	2 000 000	1 810 074,51	0,05
SMURFIT KAPPA TREASURY ULC 1.5% 15-09-27	EUR	2 000 000	1 890 621,04	0,05
TOTAL IRLANDE			16 782 532,56	0,49
ITALIE				
2I RETE GAS 1.608% 31-10-27	EUR	2 300 000	2 209 602,98	0,06
A2A EX AEM 1.5% 16-03-28 EMTN	EUR	400 000	375 881,89	0,01
ACEA 1.5% 08-06-27 EMTN	EUR	1 700 000	1 664 143,45	0,05
ASS GEN FIX 27-10-47 EMTN	EUR	1 000 000	1 099 338,59	0,04
ASTM 1.0% 25-11-26 EMTN	EUR	800 000	733 697,78	0,02
BTPS 4 3/4 09/01/44	EUR	5 000 000	6 138 354,62	0,18
ENEL 1.375% PERP	EUR	1 300 000	1 120 821,93	0,03
ENEL 2.5% 24-11-78	EUR	1 000 000	1 013 783,72	0,03
ENEL 3.375% 24-11-81	EUR	740 000	735 297,20	0,02
ENI 2.0% PERP	EUR	700 000	618 469,91	0,02
ENI 2.625% PERP	EUR	1 500 000	1 442 780,77	0,04
FINEBANK BANCA FINE 0.5% 21-10-27	EUR	1 000 000	907 882,03	0,02
FNM 0.75% 20-10-26 EMTN	EUR	900 000	819 961,38	0,03
INTE 0.625% 24-02-26 EMTN	EUR	250 000	230 076,17	
INTE 1.0% 19-11-26 EMTN	EUR	1 100 000	1 029 621,88	0,03
INTE 3.875% 12-01-28	USD	2 700 000	2 454 314,01	0,07
INTE 3.875% 14-07-27	USD	3 100 000	2 797 475,79	0,08
INTE 6.375% PERP	EUR	1 000 000	964 440,40	0,03
ITALIE 1.25% 15/09/32 IND	EUR	23 000 000	27 417 116,46	0,80
ITALIE 3.50% 01/03/2030	EUR	135 000 000	143 849 910,33	4,17
ITALY 1.65% 01-03-32	EUR	88 000 000	78 255 774,35	2,28
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.95% 15-09-27	EUR	28 000 000	26 218 437,61	0,76
MEDIOBANCABCA CREDITO FINANZ 1.125% 23-04-25	EUR	1 100 000	1 064 980,30	0,03
SNAM 0.875% 25-10-26 EMTN	EUR	2 000 000	1 913 724,01	0,06
UNICREDIT 0.925% 18-01-28 EMTN	EUR	1 700 000	1 547 666,21	0,05
UNICREDIT 1.25% 25-06-25 EMTN	EUR	1 150 000	1 142 297,50	0,03
UNICREDIT 2.2% 22-07-27 EMTN	EUR	1 950 000	1 894 298,28	0,06
UNICREDIT 4.625% 12-04-27	USD	6 200 000	5 740 384,91	0,16
UNICREDIT 5.375% PERP	EUR	800 000	779 097,60	0,02
TOTAL ITALIE			316 179 632,06	9,18

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
JAPON				
MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP 1.64% 13-10-27	USD	2 500 000	2 098 946,25	0,06
MIZUHO FINANCIAL GROUP 1.554% 09-07-27	USD	2 700 000	2 273 607,05	0,07
NISSAN MOTOR 2.652% 17-03-26	EUR	400 000	391 270,29	0,01
NISSAN MOTOR 4.345% 17-09-27	USD	4 860 000	4 372 621,67	0,13
NOMURA 1.653% 14-07-26	USD	1 400 000	1 186 538,28	0,03
SUMI MITS FIN 1.546% 15-06-26	EUR	400 000	396 779,29	0,01
SUMITOMO MITSUI FINANCIAL GROUP 1.402% 17-09-26	USD	5 200 000	4 365 312,67	0,13
TOTAL JAPON			15 085 075,50	0,44
JERSEY				
HEATHROW FU 1.5% 12-10-25	EUR	1 900 000	1 878 820,91	0,05
TOTAL JERSEY			1 878 820,91	0,05
KAZAKHSTAN				
KAZAKHSTAN GOUVERNEMENT INTERNATIONAL BD 4.875% 14-10-44	USD	240 000	205 584,32	
TOTAL KAZAKHSTAN			205 584,32	
LETTONIE				
LATVIA GOVERNMENT INTERNATIONAL BOND 1.375% 16-05-36	EUR	200 000	179 540,01	0,01
TOTAL LETTONIE			179 540,01	0,01
LUXEMBOURG				
AKFAST 1 01/17/28	EUR	2 150 000	1 883 779,31	0,05
AMUNDI LEVERAGED LOANS EUROPE 2018 AUTRE V+0.0% 28-06-24 EMT	EUR	4 000 000	3 951 932,27	0,12
AROUNDTOWN 0.375% 15-04-27	EUR	1 400 000	1 197 905,82	0,04
AROUNDTOWN 1.625% PERP EMTN	EUR	1 000 000	778 397,45	0,02
AXA LOGISTICS EUROPE MASTER SCA 0.375% 15-11-26	EUR	800 000	718 507,59	0,02
BECTON DICKINSON EURO FINANCE SARL 1.208% 04-06-26	EUR	1 900 000	1 855 614,63	0,05
CNH INDUSTRIAL FINANCE EUROPE 1.875% 19-01-26	EUR	700 000	696 942,02	0,02
CPI PROPERTY GROUP 1.625% 23-04-27	EUR	1 000 000	853 672,30	0,02
DANFOSS FINANCE I BV 0.125% 28-04-26	EUR	2 100 000	1 948 284,12	0,06
GRAND CITY PROPERTIES SA	EUR	1 500 000	1 254 908,76	0,04
HEIDELBERGCEMENT FINANCE LUXEMBOURG 1.125% 01-12-27	EUR	683 000	638 214,32	0,02
SBB TREASURY OYJ 0.75% 14-12-28	EUR	1 100 000	784 965,44	0,02
SEGRO CAPITAL SARL 1.25% 23-03-26	EUR	2 000 000	1 931 346,27	0,06
SES SOCIETE EUROPEAN DES TELLITES 0.875% 04-11-27	EUR	1 000 000	911 200,90	0,03
SES SOCIETE EUROPEAN DES TELLITES 1.625% 22-03-26	EUR	800 000	784 783,00	0,02
TRATON FINANCE LUXEMBOURG 0.125% 24-03-25	EUR	1 400 000	1 326 251,33	0,04
WHIRLPOOL EMEA FINANCE SARL 0.5% 20-02-28	EUR	1 000 000	881 015,97	0,02
TOTAL LUXEMBOURG			22 397 721,50	0,65
MEXIQUE				
BBVA BANCOMER S.A. 4.375% 10/04/2024	USD	2 520 000	2 374 827,42	0,07
MEXICO GOVERNMENT INTERNATIONAL BOND 4.125% 21-01-26	USD	700 000	673 614,82	0,02
TOTAL MEXIQUE			3 048 442,24	0,09

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
NORVEGE				
DNB BANK A 4.875% PERP	USD	500 000	467 014,32	0,01
TOTAL NORVEGE			467 014,32	0,01
OMAN				
OMAN GOVERNMENT INTL BOND 6.5% 08-03-47	USD	200 000	173 528,22	
TOTAL OMAN			173 528,22	
PAYS-BAS				
ABN AMRO BK 1.542% 16-06-27	USD	3 500 000	2 954 054,19	0,08
ABN AMRO BK 4.375% PERP	EUR	2 200 000	2 165 658,99	0,06
ABN AMRO BK FIX 27-03-28	USD	2 200 000	2 070 770,86	0,06
ADECCO INTL FINANCIAL 1.0% 21-03-82	EUR	800 000	702 998,88	0,02
AKZO NOBEL NV 1.5% 28-03-28	EUR	2 000 000	1 915 025,05	0,06
BMW FIN 2.85% 14-08-29	USD	1 900 000	1 651 943,60	0,05
COOPERATIEVE RABOBANK UA 0.375% 01-12-27	EUR	2 100 000	1 929 159,98	0,06
COOPERATIEVE RABOBANK UA 1.106% 24-02-27	USD	4 400 000	3 703 033,93	0,11
COOPERATIEVE RABOBANK UA 3.25% PERP	EUR	1 400 000	1 269 421,12	0,03
COOPERATIEVE RABOBANK UA 4.875% PERP	EUR	200 000	188 057,97	0,01
DAIMLER TRUCK INTL FI 1.625% 06-04-27	EUR	400 000	386 180,42	0,01
DEME INVE BV FOR 4.375% PERP	EUR	1 750 000	1 865 225,31	0,05
DEUTSCHE TELEKOM INTERN FINANCE BV 3.6% 19-01-27	USD	3 600 000	3 384 836,88	0,10
EASYJET FINCO BV 1.875% 03-03-28	EUR	1 500 000	1 372 852,26	0,04
EDP FIN 3.625% 15-07-24	USD	1 990 000	1 886 847,93	0,06
ELM BV FOR SWIS L 4.5% PERP	EUR	1 700 000	1 762 021,05	0,06
ENEL FINANCE INTL NV 0.0% 28-05-26	EUR	1 000 000	919 429,36	0,02
ENEL FINANCE INTL NV 0.375% 17-06-27	EUR	2 450 000	2 250 293,92	0,06
ENEL FINANCE INTL NV 1.875% 12-07-28	USD	4 200 000	3 456 682,33	0,10
HEIMSTADEN BOSTAD TREASURY BV 0.25% 13-10-24	EUR	1 100 000	1 046 150,38	0,03
HEIMSTADEN BOSTAD TREASURY BV 0.625% 24-07-25	EUR	1 400 000	1 315 080,38	0,04
HEINEKEN NV 3.5% 29-01-28	USD	2 000 000	1 856 411,20	0,06
IBERDROLA INTL BV 1.45% PERP	EUR	300 000	269 582,28	
IBERDROLA INTL BV 1.874% PERP	EUR	1 500 000	1 393 016,87	0,04
ING GROEP NV 0.125% 29-11-25	EUR	1 000 000	953 711,58	0,03
ING GROEP NV 1.0% 13-11-30	EUR	1 500 000	1 393 016,86	0,04
ING GROEP NV 1.726% 01-04-27	USD	1 900 000	1 611 893,75	0,05
ING GROEP NV 3.875% PERP	USD	1 600 000	1 188 712,83	0,04
JDE PEET S BV 1.375% 15-01-27	USD	1 400 000	1 146 461,00	0,03
LEASEPLAN CORPORATION NV 2.875% 24-10-24	USD	1 640 000	1 491 261,99	0,04
NE PROPERTY BV 2.0% 20-01-30	EUR	1 200 000	926 905,35	0,02
NE PROPERTY BV 3.375% 14-07-27	EUR	446 000	422 601,52	0,01
NIBC BANK NV 0.875% 08-07-25	EUR	1 600 000	1 550 251,35	0,05
NNGRNV 4.625% 04/08/2044	EUR	1 100 000	1 143 425,26	0,04
NN GROUP NV 4.375% PERP EMTN	EUR	50 000	53 387,38	
PROSUS NV 1.207% 19-01-26 EMTN	EUR	1 000 000	903 666,49	0,03
RABOBK 4.625% PERP	EUR	1 600 000	1 612 968,99	0,05
STELLANTIS NV 0.625% 30-03-27	EUR	2 100 000	1 891 589,98	0,05

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SWIS REIN CO VIA 2.6% PERP	EUR	700 000	694 476,84	0,02
UPJOHN FINANCE BV 1.362% 23-06-27	EUR	1 000 000	915 327,49	0,03
VOLKSWAGEN INTERNATIONAL FINANCE NV 3.875% PERP	EUR	2 900 000	2 882 165,08	0,08
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 3.5% PERP	EUR	1 500 000	1 536 254,24	0,04
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.625% PERP	EUR	1 300 000	1 317 165,37	0,04
VW 4 5/8 03/24/49	EUR	500 000	512 590,42	0,01
WINTERSHALL DEA SCHWEIZ BV 0.84% 25-09-25	EUR	1 000 000	942 005,13	0,03
TOTAL PAYS-BAS			66 804 574,04	1,94
PEROU				
PERU GOVE INT 2.75% 30-01-26	EUR	2 600 000	2 661 623,74	0,07
TOTAL PEROU			2 661 623,74	0,07
PHILIPPINES				
PHILIPPINE GOVERNMENT INTL BOND 3.0% 01-02-28	USD	730 000	667 178,55	0,02
TOTAL PHILIPPINES			667 178,55	0,02
POLOGNE				
REPUBLIC OF POLAND	USD	1 870 000	1 757 575,98	0,05
TOTAL POLOGNE			1 757 575,98	0,05
ROUMANIE				
ROU 3.875% 29-10-35 EMTN	EUR	1 000 000	861 184,18	0,03
ROUMANIE 4.375% 22/08/2023	USD	350 000	332 523,59	0,01
TOTAL ROUMANIE			1 193 707,77	0,04
ROYAUME-UNI				
ANGLO AMER CAP 2.25% 17-03-28	USD	2 100 000	1 759 393,29	0,06
BARCLAYS 0.877% 28-01-28	EUR	900 000	818 301,82	0,02
BARCLAYS 1.125% 22-03-31 EMTN	EUR	1 500 000	1 364 171,89	0,04
BARCLAYS 3.375% 02-04-25 EMTN	EUR	1 350 000	1 387 350,34	0,04
BARCLAYS 4.337% 10-01-28	USD	4 400 000	4 134 990,92	0,12
BARCLAYS 4.375% PERP	USD	400 000	317 659,71	0,01
BP CAP MK 2.519% 07-04-28 EMTN	EUR	1 850 000	1 890 584,54	0,06
BP CAP MK 3.25% PERP	EUR	2 200 000	2 209 784,69	0,06
CASA LONDON 1.907% 16-06-26	USD	2 650 000	2 329 927,28	0,07
CASA LONDON 4.125% 10-01-27	USD	1 500 000	1 410 668,82	0,04
GSK CONSUMER HEALTHCARE CAPITAL NL BV 1.25% 29-03-26	EUR	1 900 000	1 860 651,69	0,05
HSBC 0.309% 13-11-26	EUR	1 550 000	1 443 640,79	0,04
HSBC 2.013% 22-09-28	USD	7 120 000	5 862 040,73	0,17
HSBC 3.0% 30-06-25 EMTN	EUR	650 000	675 963,03	0,02
HSBC 4.0% PERP	USD	600 000	507 501,01	0,01
HSBC HOLDINGS PLC 5.25% PERP	EUR	1 700 000	1 724 679,09	0,05
LLOYDS BANK 4.65% 24-03-26	USD	2 500 000	2 367 596,12	0,07
LLOYDS BANKING GROUP 1.627% 11-05-27	USD	3 100 000	2 624 353,39	0,07
LLOYDS BANKING GROUP 3.5% 01-04-26	EUR	2 000 000	2 073 071,01	0,06
LLOYDS BANKING GROUP EUAR05+5.29% PERP	EUR	1 000 000	1 008 678,38	0,03
NATIONWIDE BUILDING SOCIETY 2.972% 16-02-28	USD	2 110 000	1 855 944,02	0,06
NATWEST GROUP 1.043% 14-09-32	EUR	700 000	608 557,37	0,02

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
NATWEST GROUP 1.642% 14-06-27	USD	1 200 000	1 014 396,61	0,03
NATWEST MKTS 1.6% 29-09-26	USD	4 200 000	3 552 116,38	0,10
NGG FINANCE 1.625% 05-12-79	EUR	800 000	772 000,90	0,02
PEAR FUND FIV 1.375% 06-05-25	EUR	1 247 000	1 217 717,44	0,04
PHOENIX GROUP 4.75% 04-09-31	USD	800 000	728 057,34	0,02
RMGLN 1 1/4 10/08/26	EUR	1 200 000	1 160 330,06	0,03
ROYAL BANK OF SCOTLAND GROUP 1.75% 02-03-26	EUR	1 400 000	1 379 275,18	0,04
SANTANDER UK GROUP 1.673% 14-06-27	USD	3 600 000	3 037 492,01	0,09
SSE 4.0% PERP	EUR	600 000	583 309,12	0,01
STANDARD CHARTERED 1.2% 23-09-31	EUR	500 000	453 168,33	0,01
STANDARD CHARTERED 1.456% 14-01-27	USD	2 100 000	1 765 969,10	0,05
STANDARD CHARTERED 3.785% 21-05-25	USD	4 400 000	4 085 798,72	0,12
STANDARD CHARTERED 4.3% PERP	USD	500 000	385 451,39	0,01
TESCO CORPORATE TREASURY SERVICES 0.875% 29-05-26	EUR	1 000 000	939 908,59	0,03
VODAFONE GROUP 4.375% 30-05-28	USD	4 200 000	3 998 516,64	0,12
TOTAL ROYAUME-UNI			65 309 017,74	1,89
SUEDE				
CASTELLUM AB 0.75% 04-09-26	EUR	850 000	762 135,90	0,03
CASTELLUM AB 3.125% PERP	EUR	800 000	608 826,88	0,02
HEIMSTADEN BOSTAD AB 3.625% PERP	EUR	700 000	560 735,83	0,01
NORDEA BK PUBL 0.625% 18-08-31	EUR	1 700 000	1 549 253,84	0,04
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB 1.75% 11-11-26	EUR	1 500 000	1 491 470,68	0,04
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB 6.875% PERP	USD	400 000	373 395,57	0,01
SVENSKA HANDELSBANKEN AB 6.25% PERP	USD	1 200 000	1 156 418,85	0,04
SWEDBANK AB 5.625% PERP	USD	1 000 000	937 327,29	0,03
TELIA COMPANY AB 2.75% 30-06-83	EUR	500 000	480 145,75	0,01
VLVY 1 5/8 09/18/25	EUR	600 000	598 623,64	0,02
TOTAL SUEDE			8 518 334,23	0,25
SUISSE				
UBS GROU FUND 4.125% 24-09-25	USD	4 400 000	4 172 687,21	0,12
UBS GROUP AG 0.25% 05-11-28	EUR	2 000 000	1 765 478,16	0,05
UBS GROUP AG 4.751% 12-05-28	USD	1 299 000	1 233 858,86	0,04
TOTAL SUISSE			7 172 024,23	0,21
URUGUAY				
URUGUAY 4.5% 14/08/24	USD	800 000	772 656,24	0,02
TOTAL URUGUAY			772 656,24	0,02
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			1 488 913 919,82	43,21
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			1 488 913 919,82	43,21
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
AMUNDI ABS Part IC	EUR	288,24238	70 927 116,43	2,06
AMUNDI ACTIONS EURO ISR Part Z (C)	EUR	168,318	20 089 164,00	0,58
AMUNDI ACTIONS USA ISR Z	EUR	247,561	40 819 459,40	1,18
AMUNDI ENHANCED ULTRA SHORT TERM SRI - I (C)	EUR	239,6155	25 283 690,82	0,73
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI I	EUR	57,796	60 050 824,36	1,74
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI Part Z	EUR	23,005	22 922 301,54	0,67
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI E	EUR	0,012	117,28	
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	EUR	420,637	90 588 456,67	2,62
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI P	EUR	0,001	0,10	
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI S	EUR	31 701,091	31 333 821,18	0,91
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI IC	EUR	218,876	50 436 876,71	1,46
AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - EUROPEAN CREDIT SRI	EUR	78 343,812	72 618 446,22	2,11
AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - EUROPEAN HIGH YIELD	EUR	7 257,329	69 005 076,15	2,00
AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING - JUST TRANSITION FOR	EUR	6 474,3	58 676 092,09	1,70
AMUNDI SOCIAL BONDS S-C	EUR	20 000	18 620 816,00	0,54
AMUNDI ULTRA SHORT TERM BOND SRI M I-C	EUR	408,382	41 072 649,17	1,19
BFT AUREUS ISR IC	EUR	774 109,326	82 575 588,75	2,40
CPR MONETAIRE ISR I	EUR	1 711,556	34 708 455,85	1,01
EUROPEAN CREDIT SRI I2C	EUR	819,461	75 947 276,72	2,21
PORTFOLIO OBLIG CREDIT	EUR	305 333,746	36 377 462,50	1,06
TOTAL FRANCE			902 053 691,94	26,17
LUXEMBOURG				
AM IS E COR UEC	EUR	108 708	22 562 682,39	0,66
AMUNDI ABS.FOR.IEC	EUR	12 498,714	12 463 842,59	0,36
AMUNDI FUNDS GCESG IB - I2 EUR Hgd (C)	EUR	16 496,092	14 693 234,11	0,43
AMUNDI FUNDS PIONEER US CORPORATE BOND I USD C	USD	59 109,438	68 329 130,88	1,98
AMUNDI FUNDS TOTAL HYBRID BOND I2 EUR C	EUR	795 884,394	103 504 765,44	3,00
AMUNDI IND BARC US CORP BBB 1-5 IHE C	EUR	12 000	11 952 240,00	0,35
AMUNDI INDEX MSCI EMU UCI ETF DR	EUR	168 270	40 193 931,34	1,16
AMUNDI INDEX MSCI EURO S UCITS ETF DR A	EUR	1 147 447	77 495 472,27	2,25
AMUNDI INDEX MSCI PACIFIC ex JAPAN - IE	EUR	15 575,912	43 666 134,74	1,27
AMUNDI INDEX MSCI USA S UCITS ETF DR AH	EUR	1 441 760	124 975 793,73	3,62
AMUNDI MSCI EMERGING ESG LEADERS - UCITS ETF DR C	EUR	1 914 638	99 178 248,40	2,88
AMUNDI MSCI UK IMI SRI IG GBP ACC UNHDG	GBP	8 349,981	10 274 224,52	0,30
AMUNDI MSCI USA ESGLEADS ETFDR E ACC HDG	EUR	4 372 388	258 399 823,26	7,50
AMUNDI SF - DVRS S/T BD-HEUR	EUR	51 950,704	52 796 980,97	1,53
STRUCTURA ALTERNATIVE RISK PREMIA ZE ACC	EUR	12 000	11 311 920,00	0,33
STRUCTURA MULTI ASSET RISK PREMIA IU	USD	7 000	6 412 163,36	0,19
TOTAL LUXEMBOURG			958 210 588,00	27,81
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			1 860 264 279,94	53,98
Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés				

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
LUXEMBOURG				
AMUNDI INDEX MSCI JAPAN SRI UCITS ETF DR (C)	JPY	975 619	42 418 915,88	1,23
AMUNDI MSCI EUROPE ESG LEADERS SELECT - UCITS ETF DR C	EUR	137 286	9 578 032,36	0,28
TOTAL LUXEMBOURG			51 996 948,24	1,51
TOTAL Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés			51 996 948,24	1,51
TOTAL Organismes de placement collectif			1 912 261 228,18	55,49

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
BP GBPUSD 0622	USD	-410	840 332,56	0,03
CAC 40 FUT 0622	EUR	-112	-71 680,00	-0,01
CBOT USUL 30A 0922	USD	169	-383 306,60	-0,01
CD CADUSD 0622	USD	-60	-57 969,66	
CME AUD/USD 0622	USD	-450	176 602,10	0,01
CME JPY/USD 0622	USD	-90	114 451,58	0,01
CONSUMER DISC 0622	USD	-50	-643 168,26	-0,02
DAX 30 IND FU 0622	EUR	-1	-9 325,00	
DJE 600 EUROP 0622	EUR	-1 133	-562 550,00	-0,02
DJE 600 INSUR 0622	EUR	-343	-25 835,00	
DJE 600 OIL G 0622	EUR	1 032	605 270,00	0,01
DJS F&B FUT 0622	EUR	90	107 190,00	
E7 USDEUR 0622	USD	-51	83 278,88	
EC EURUSD 0622	USD	1 070	-1 397 602,10	-0,04
E-MIN RUS 200 0622	USD	-1	6 956,83	
EURO BOBL 0622	EUR	-1 087	1 663 940,00	0,04
EURO SCHATZ 0622	EUR	-57	2 055,00	
EURO SCHATZ 0922	EUR	-719	-17 090,00	
EURO STOXX 50 0622	EUR	-1 238	-616 240,00	-0,02
FGBL BUND 10A 0622	EUR	-652	1 651 680,00	0,04
FTSE 100 FUT 0622	GBP	-1	-5 653,27	
FV CBOT UST 5 0622	USD	-34	8 182,60	
FV CBOT UST 5 0922	USD	-1 871	-614 024,21	-0,02
MME MSCI EMER 0622	USD	-1	-541,42	
MSCI CHINA 0622	USD	-1	-3 953,33	
NOK NOKUSD 0622	USD	1	-92,04	
NQ USA NASDAQ 0622	USD	-105	-267 467,91	
OMXS30 FUT 0622	SEK	-1	-79,86	
ONK TOKYO NIK 0622	JPY	-19	-23 075,09	
RF EURCHF 0622	CHF	-10	-19 355,31	
RP EURGBP 0622	GBP	22	33 737,28	
RY EURJPY 0622	JPY	-820	-6 457 283,51	-0,19
SHORT EUR-BTP 0622	EUR	743	-803 260,00	-0,02
SP 500 MINI 0622	USD	-447	-2 319 649,94	-0,07
SP E-MIN INDU 0622	USD	-80	-295 570,60	-0,01
TU CBOT UST 2 0622	USD	25	13 980,44	
TU CBOT UST 2 0922	USD	1 058	378 077,60	0,02
US 10YR NOTE 0922	USD	6	-3 500,58	
US 10Y ULT 0922	USD	995	-986 872,81	-0,02
US TBOND 30 0922	USD	-620	654 857,06	0,02
XAK TECHNOLOG 0622	USD	-1	1 082,85	

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
XEUR FBTP BTP 0622	EUR	-315	2 172 180,00	0,07
XEUR FGBX BUX 0622	EUR	107	-1 132 760,00	-0,04
XEUR FSTU DJ 0622	EUR	350	-210 000,00	
YM DOW JONES 0622	USD	-21	52 732,79	
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-8 361 318,93	-0,24
TOTAL Engagements à terme fermes			-8 361 318,93	-0,24
Engagements à terme conditionnels				
Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé				
CBOT US TRES BD 20 A 06/2022 PUT 137	USD	-230	-191 219,37	-0,01
DJ EURO STOXX 50 06/2022 PUT 3425	EUR	-700	-58 800,00	
DJ EURO STOXX 50 06/2022 PUT 3725	EUR	700	355 600,00	0,01
TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé			105 580,63	
TOTAL Engagements à terme conditionnels			105 580,63	
TOTAL Instruments financier à terme			-8 255 738,30	-0,24
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	CHF	19 875	19 355,31	
APPEL MARGE CACEIS	AUD	557,94	373,62	
APPEL MARGE CACEIS	USD	6 022 547,56	5 621 981,39	0,16
APPEL MARGE CACEIS	SEK	837	79,86	
APPEL MARGE CACEIS	JPY	893 064 375	6 480 358,60	0,19
APPEL MARGE CACEIS	EUR	-3 094 680,94	-3 094 680,94	-0,09
APPEL MARGE CACEIS	GBP	-23 871,26	-28 085,49	
APPEL MARGE CM-CIC	USD	10,9	10,18	
TOTAL Appel de marge			8 999 392,53	0,26
Créances			791 790 772,66	22,98
Dettes			-767 182 866,46	-22,26
Comptes financiers			19 420 501,80	0,56
Actif net			3 445 947 210,23	100,00

Parts AMUNDI VIE - PERI (C)	EUR	1 478 627,554	99,51
Parts AMUNDI VIE P-C	EUR	144 482 152,906	22,83

OPCVM AMUNDI VIE

Annexe(s)

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

AMUNDI VIE

Classe P - Code ISIN : (C) FR0000973802

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Non applicable

En souscrivant à AMUNDI VIE - P, vous accédez à des expertises variées au sein d'un univers large constitué des marchés internationaux obligataires, monétaires, actions et devises.

L'objectif de gestion du fonds consiste, sur un horizon de placement de 3 ans, à réaliser une performance annualisée de 3,5 %, à travers une gestion de type discrétionnaire et flexible, et après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion, à partir de son analyse macroéconomique et du suivi de la valorisation des classes d'actifs, met en place une gestion diversifiée flexible dans le but d'optimiser le couple rendement/risque du portefeuille dans un cadre de risque défini par un objectif de volatilité annuelle maximum de 5%.

L'allocation d'actifs est construite en fonction des anticipations de l'équipe sur les différents marchés et du niveau de risque présenté par chaque classe d'actifs. La gestion diversifiée et réactive permet de s'adapter aux mouvements de marchés en vue de rechercher une performance durable. Cette allocation est mise en œuvre à travers une sélection active d'OPC et/ou de titres en direct en utilisant tous les styles de produits d'obligations, d'actions, de produits monétaires et de devises. Les obligations seront sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion. Ainsi, la gestion pourra recourir, de façon non exclusive et non mécanique, à des titres de toute notation.

Le fonds sera investi entre 70% et 100% de son actif en produits de taux dont au maximum 30% de l'actif en obligations haut-rendement. La sensibilité de la partie obligataire et monétaire sera comprise entre -2 et +8. L'exposition aux marchés actions et aux obligations haut-rendement, quelle que soit la nature de l'émetteur (public ou privé) ou la zone géographique (développée ou émergente) est limitée à 30% de l'actif net. Le fonds peut intervenir sur toutes les zones géographiques et investir dans des supports représentant toutes les tailles de capitalisation. Le fonds est exposé au risque de change dans la limite de 50% de l'actif net.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage et/ou afin de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition du fonds au-delà de l'actif net.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à postériori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

La société de gestion pourra mettre en place un dispositif de plafonnement des rachats dans les conditions fixées au paragraphe « Dispositif de plafonnement des rachats » du prospectus.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement

à risque plus faible,

à risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible

rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Le niveau de risque de ce FCP reflète les prises de positions de la gestion sur les marchés des actions, taux et changes dans le cadre de la marge de manœuvre préalablement définie.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com

Amundi
ASSET MANAGEMENT